



HAL
open science

Les années 50 en France, une nouvelle "Belle Époque" ?

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Les années 50 en France, une nouvelle "Belle Époque" ?. Licence. Université ouverte de Briançon, France. 2017, pp.61. <cel-01615653>

HAL Id: cel-01615653

<https://hal.science/cel-01615653v1>

Submitted on 12 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les années 50 en France, une nouvelle « Belle Époque » ? Besançon 11 octobre 2017, 13h30-15h

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

Jacques Tati tourna chaque scène de *Jour de fête* (1949), un des plus grands succès cinématographiques du XXe siècle avec ses sept millions de spectateurs jusqu'en 2011 (1), en deux versions, l'une en **Noir & Blanc**, l'autre dans un procédé de colorisation dont il fut longtemps impossible de développer la pellicule impressionnée. Ce ne fut qu'un demi-siècle plus tard qu'une héroïque tentative réussit à révéler les *Couleurs* de *Jour de fête*. Et ce n'est qu'il y a quelques années que la restauration de la version classique du film de Tati sortit en salle, révélant la prodigieuse modernité du *Noir & Blanc*. Dans son film-chef d'œuvre Tati annonce la **couleur**, qu'il ne verra jamais pour son film, par le biais d'une phrase de la vieille dame à la chèvre, qui au fond joue tout au long du film le rôle du chœur antique : « C'est *ben* gai d'avoir des robes de toutes les couleurs ! Moi, j'ai toujours été en *nouère*. » Le XIXe siècle de cette vieille dame en noir s'achève définitivement, les années cinquante commencent, **François, le facteur, joue à l'Américain** avec sa bicyclette Peugeot modèle 1911...

Les années cinquante sont peut-être **grises**, mais **ni noires ni dorées**, socialement sinistres et dynamiques tout à la fois. Et quels intérêts auraient cette noirceur et cette dorure ? Constatons que le *Noir & Blanc* bien conçu, comme dans *La Traversée de Paris* (1956) de Claude Autant-Lara et de son remarquable décorateur Max Douy (1914-2007), peut s'accompagner de toute **une riche gamme de grisés...**

... **les « années grises »**, comme écrit Jean Boichard à propos d'un village du Jura dans les années trente (J.Boichard, *Quand le village marchait en sabots. Chroniques des années grises*, Besançon, Cêtre, 1996, 165 p.).

Le début des Trente Glorieuses. Progrès, records et puissance économique

Des « années grises » quand même ?

Une décennie ambigüe

1 Très exactement 7 065 849 jusqu'au 30 juin 2011, d'après Simon Simsi, *Ciné-passions. Le guide chiffré du cinéma en France*, Dixit, 2012, 384 p., p. 14.

I. Le début des Trente Glorieuses. Progrès, records et puissance économique

La France change considérablement, en une décennie ou plutôt une grosse douzaine d'années, passant de la pénurie dramatique de l'immédiat après-guerre à la croissance des Trente Glorieuses et à « la puissance reconquise » 1.

1°) Du rose aux joues : vers la gloire économique ?

Les années 50 sont-elles la décennie de l'industrialisation réelle de la France, supplantant le milieu du XIXe siècle de la vulgate ?

a) La « flamme de la victoire » et ses causes

La **bataille de la production** entraîne la France dans l'euphorie chiffrée des années 50. Les **indices annuels de la production industrielle**, sur une base 100 en 1952, sont à 101 seulement en 1953 mais à 110 en 1954 puis à 119, 130, 141, 147, 152 et en 1960 au niveau euphorisant de 167, deux tiers de plus qu'en 1952-1953. Le **jaillissement du gaz de Lacq** donne la flamme de cette victoire, la flamme des géographes connus et inconnus qui s'exaltent dans cette géographie de la production, elle jaillit d'ailleurs le 1er novembre 1953, en avance de dix jours sur les cérémonies du 11 novembre, un an exactement avant la « Toussaint rouge » qui marque le début de la guerre d'Algérie : France victorieuse et tranquille que cette nation ! *Paris Match* titre alors « **Dans la nuit de Lacq la flamme de la victoire** ». La flamme de la gloire économique peut être allumée par le soleil : peu de mois avant la Toussaint de Lacq le **four solaire de Mont-Louis** (Pyrénées orientales), conçu par Félix Trombe (1906-1985) et chauffant à 3 000 °, commence à fonctionner.

La notion de gloire, très prégnante dans les années 50, appelle **les records**, et au fond c'est ainsi que la **progression démographique** est envisagée. Un septième d'augmentation de la population globale entre le recensement de 1946 et 1960 ! Et la **population urbaine**, de 57 % de la population totale en 1954 monte à 63 % au recensement suivant (1962) ! Bien sûr **tout le progrès rural**, l'électrification et la mécanisation des campagnes, et même l'exode rural, sont vus comme une composante de la **marche française vers des années glorieuses**, qu'on ne sait pas encore être seulement au nombre total de trente.

1 Hubert Bonin, *Histoire économique de la France de 1880 à nos jours*, Masson, 1988, 335 p., *passim*.

La gloire, c'est une **véritable moisson de records**. Des records de vitesse d'abord, largement médiatisés, **le plus célèbre d'entre eux étant celui des 28 et 29 mars 1955** : au cours d'essais, entre Bordeaux et Dax, les locomotives CC7107 (Alsthom) et BB9004 (Jeumont-Schneider), toutes deux conduites par Henri Brachet et remorquant chacune trois voitures, battent le record du monde de vitesse ferroviaire à 331 km/h. Le précédent record n'était que de 243 km/h (21 février 1954), entre Dijon et Beaune.

Quelques mois plus tard, le 3 juillet 1955, **Jacqueline Auriol devient championne du monde de vitesse aérienne**. Le **personnage de Jacqueline Auriol est très médiatisé**, avec des photos savamment étudiées, une coiffure impeccable, elle est la belle femme des années 50 en France, sa belle-mère étant celle de la IV^e République, pour une autre génération sans doute. Les **records de vitesse** concernent aussi la vie quotidienne, les trajets ordinaires : en décembre 1955 — toujours cette année ! — a lieu le premier trajet du « Mistral », train qui relie Paris à Marseille à plus de 100 km/h de moyenne, 123 km/h exactement, avec des pointes à 148 km/h.

D'autres records concernent la profondeur ou l'altitude. Le 16 février 1954, le **Bathyscaphe FNRS-3**, conçu le professeur belge Auguste Piccard (1884-1962), modèle de Tryphon Tournesol, bat dans l'Atlantique le record de profondeur avec 4 050 m. Le 15 mars 1955 **l'hélicoptère Alouette II** décolle pour la première fois, il battra ensuite le record du monde d'altitude en dépassant 8 000 m. Un peu plus de deux mois plus tard — toujours l'année 1955 ! — **le 24 juin 1955 est inauguré le deuxième tronçon du téléphérique de l'Aiguille du Midi** (Chamonix), le plus haut du monde (3 777 m). Un **ballon d'astrophysique** fait une ascension de 13 000 mètres le 23 avril 1959 ; un autre record est établi le 23 janvier 1960 par le **bathyscaphe Trieste du Belge Auguste Piccard**, financé par l'Italie et la Suisse (10 916 m dans la fosse des Mariannes). De nombreux records concernent donc les transports, à ceux cités, on peut ajouter la décision de commande (juillet 1956) par la Transat' (Compagnie générale transatlantique) d'un paquebot de 315 mètres de long, le **France** — pour prendre la relève d'*Île-de-France*, qui avait fait son premier voyage en 1927 et qui est démoli en 1959 par un chantier japonais — dont il est à peu près sûr dès la fin des années 50 qu'il ne sera pas rentable. La première traversée Le Havre-New York de ce symbole de l'État-nation gaullien se produira le 3 février 1962. Enfin, le 10 avril 1958, **Air France** inaugure sa ligne directe Paris-Tokyo, par le pôle Nord. Plusieurs « records » énergétiques concernent **l'énergie nucléaire 1**, ainsi le 28 septembre 1956, pour la première fois en Europe continentale,

1 Biblio. : Alain Beltran, Martine Burgener et Jean-François Picard, *Histoire de l'EDF. Comment se sont prises les décisions de 1946 à nos jours*, Picard-Dunod, 1985, 266 p., chap. 12 ; Georges Lamiral, *Chronique de trente années d'équipement nucléaire à Électricité de France*, Association pour l'histoire de l'électricité en France, 1988, 434 p., chap. 2 ; L.Taccoen, *Le pari nucléaire français. Histoire politique des décisions cruciales*, L'Harmattan, 2003, 210 p.

de l'électricité d'origine nucléaire est produite, à Marcoule, par la « pile atomique » G 1, de 40 MW de puissance.

La Reconstruction est une véritable épopée : son achèvement rapide est aussi une « victoire », largement pavonisée sous diverses formes. Certes, mais toutes les villes ne s'appellent pas Royan ou Brest, et la quête d'un « toit » reste le problème social n° 1, l'abbé Pierre, son appel et Emmaüs sont un personnage, un événement et un mouvement majeur des années 50, les Castors, « auto-constructeurs » des années 50 sont à la peine et guère à l'honneur.

On peut parler d'un **volontarisme de la Libération**, inéluctable eu égard au contexte qui dictait un choix terrible à l'ensemble de la nation : produire, moderniser et réorganiser ou alors déperir, dans la dépendance éventuelle d'une autre nation, à l'instar d'autres pays européens. Il y a une véritable reconstruction économique et démographique de 1944 à 1946, en France comme dans d'autres pays occidentaux, mais ailleurs avec d'autres méthodes et d'autres problèmes. Il n'y avait pas vraiment de modèle extérieur en ce domaine : les États-Unis et l'URSS sont certes des « phares », mais pas en la matière, ni d'ailleurs dans le champ politique. **La reconstruction économique est une « troisième bataille de France »**, après celle de 1940, perdue, et la libération militaire en 1944-1945, gagnée, selon la formule célèbre de De Gaulle. L'effort général est stimulé par l'augmentation autoritaire des salaires (les salaires ayant beaucoup moins augmenté que les prix, en novembre 1944 le gouvernement les majore de 50 %), **les affiches de la CGT et du Parti communiste** appelant à « retrousser ses manches » et par les ministres communistes du gouvernement provisoire lançant des appels à la production. Il y a un véritable culte, consensuel, du **productivisme**, avec une nouvelle « découverte » de l'ouvrier, dont l'archétype est le mineur, la « gueule noire ». Le **Statut du mineur**, très favorable à ces ouvriers-archétypes, dont l'effort quasi stakhanoviste est indispensable puisque la France n'obtient pas la Ruhr, est voté en juin 1946.

Avec son **choix, très consensuel, en faveur des hydrocarbures et du nucléaire**, la France bascule décidément dans la deuxième et la troisième révolutions industrielles. Les Trente Glorieuses des années 50 sont désormais viscéralement la **période de l'énergie à bon marché** et coûtant de moins en moins, comme dans le reste du monde industrialisé, elles sont marquées aussi par l'augmentation de la consommation énergétique, symbolisée par la célèbre règle du doublement de la consommation d'électricité tous les dix ans et provoquant un décalage entre production et consommation, la première étant en gros la moitié de la seconde, donc entraînant la **dépendance française vis-à-vis du reste du monde**. Cette dépendance était historique pour le charbon, elle s'aggrave ; elle est extrêmement forte pour le pétrole mais

moyenne pour le gaz, grâce au **gisement de Lacq**, exploité commercialement à partir de 1957.

Mais au total la **dépendance énergétique** (40 % déjà en 1958) est sans importance réelle puisque **le prix des énergies est faible**, voire ridicule. Le franchissement de la barre symbolique d'1 F (1,1 euro en pouvoir d'achat d'après l'INSEE ¹) par litre d'essence ne se produira qu'en 1969, alors que quatorze ans plus tôt, en 1955, il était à l'équivalent de 64 centimes (63,80 anciens francs exactement) ! Les **chiffres absolus de l'ensemble de tous les types de charbons** se tiennent aux alentours de 55-60 millions de tonnes dans les dernières années 50 et les premières années 60, soit à peu près les chiffres de la période d'euphorie économique 1925-1930, avec une baisse ensuite (43 en 1970, 26 en 1973). La production est de plus en plus mécanisée et concentrée sur la Lorraine, le plan de Jean-Marcel Jeanneney (1960) officialise la « retraite charbonnière ».

À l'inverse, **le pétrole et le gaz naturel ont une part grandissante** : 5 % en 1929, 18 % en 1950, 33,5 % en 1960, et les esprits critiques parleront à la fin des Trente Glorieuses de « tout pétrole ». Le prix du pétrole, en monnaies constantes, diminuera de 25 % de 1958 à 1973. L'électricité non thermique (hydraulique et nucléaire) a une part qui augmente dans les années 50 (8 % en 1950, 12,5 % en 1960), se maintenant dans l'imaginaire héroïque, grâce à **une sorte d'épopée de la construction des barrages hydro-électriques en montagne** (d'ailleurs d'excellente qualité technique), et même dans l'estuaire de la Rance, ainsi qu'aux débuts du nucléaire industriel ². Les barrages suscitent **l'admiration**, jusque dans les hebdomadaires pour enfants et adolescents, et ils provoquent la réalisation, par Yves Allégret (1907-1987), d'un chef-d'œuvre quasi officiel, avec Gérard Philipe, l'idole des jeunes et des moins jeunes des années 50, dans le rôle principal : **le film *La meilleure part* (1955), au scénario duquel un ingénieur a collaboré**, est consacré à la construction d'un barrage en Savoie, sous la conduite du prince des ingénieurs ³. Évidemment les intérêts d'un village, peuplé de montagnards attardés, dont certains d'ailleurs sont soupçonnés de sympathies communistes, ne peuvent primer sur les besoins en électricité du pays et l'intérêt national.

1 Source : INSEE, <http://www.insee.fr/fr/service/reviser/calcul-pouvoir-achat.asp?sommeDepart=1&deviserDepart=Franc&annee> & <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/affichageSeries.action?recherche=idbank&idbank=001643154>

2 Voir Georges Lamiral, *Chronique de trente années d'équipement nucléaire...*, op. cit. ; Sezin Topçu, *La France nucléaire. L'Art de gouverner une technologie contestée*, Seuil, 2013, 350 p.

3 Virginie Bodon, *La Modernité au village : Tignes, Savines, Ubaye... La submersion de communes rurales au nom de l'intérêt général, 1920-1970*, thèse, Presses Universitaires de Grenoble, 2003, 359 p., p. 290.

Le **gisement pétrolier de Hassi-Messaoud**, découvert en octobre 1956 (liaison avec la France en 1958, par voie ferrée d'abord...) ¹, fait rêver d'indépendance énergétique. Il en est de même de Hassi R'Mel, au Sahara aussi, et du Gabon, d'autant que dans les deux cas, qui représentent bientôt presque la moitié de la consommation française, la métropole paie en francs et non en dollars ou en livres... Dans une allocution radiodiffusée d'octobre 1954 le président du conseil Pierre Mendès France envisage que d'ici quatre ou cinq ans les gisements du Sud-Ouest couvrent le « cinquième au moins » de nos besoins et « soulageront d'autant notre balance commerciale ».

La **production d'électricité**, nationalisée en 1946, fait partie des priorités du Plan Monnet, puis les Français des « Trente Glorieuses » entrent dans une nouvelle civilisation à **forte consommation d'énergie** : transformation des cuisines, victoire de l'électroménager et efforts commerciaux. Il y a une véritable **création de besoins en électricité**, d'autant que « franchement, l'électricité n'est pas chère ! ... », comme dit une publicité de 1956 (2). Des campagnes de publicité, à destination des femmes au foyer, vantent « le robinet du bien-être », la propreté, le confort, le modernisme, la sécurité, les économies et la rapidité offerts par l'électricité et l'électroménager (on connaît le slogan fameux « Moulinex libère la femme ! », qui apparaît en 1961) ; « le chauffe-eau électrique à accumulation c'est l'idéal ! » : il y a une véritable « culture mass-médiatique » (J.Baudrillard) qui porte ces produits. Il n'y a **pas de véritables centrales nucléaires dans les années 50** mais déjà existe toute une « réclame » en faveur du nucléaire, films sur l' « âge atomique », visite télévisée (1955) et même visites scolaires de Saclay.

En conclusion de cette étude du lancement des Trente Glorieuses dans les années 50, du *Miracle français* ³, on peut se demander **quel a été le facteur le plus important pour allumer la « flamme de la victoire »**. Longtemps il a été enseigné que c'était **l'ensemble dirigisme-nationalisation-planification**, le « modèle français » (Pascal Gauchon), une « synthèse empirico-keynésienne des trente glorieuses » (J.-P.Thomas), mais d'une part tout cela était bien empirique, désordonné voire illogique, d'autre part, et la comparaison a été faite à moyen terme, les « miracles économiques » allemand et japonais se sont faits sans guère de nationalisations, le « miracle » italien avec beaucoup moins de secteur public qu'en France. On objectera le cas britannique mais il montre d'un côté une économie travailliste en partie dénationalisée par les conservateurs et d'un autre une économie britannique très atone voire en crise, au rebours de la situation de ses voisins continentaux. **Certains économistes sont plus**

¹ Il y aura deux pipe-lines successifs, celui de Touggourt, beaucoup trop petit et très coûteux, puis celui de Bougie.

² Ex. : *Paris Match*, 15 septembre 1956, p. 15. C'est une femme qui s'exprime.

³ Jacques Guyard, *Le Miracle français*, Seuil, 1965, 123 p.

radicaux dans la critique, défendant le point de vue selon lequel le développement économique français était mécaniquement inévitable, eu égard au retard du pays — vieille antienne depuis le XIXe siècle (retard sur la Grande-Bretagne) — et à la montée en puissance de la demande, que le développement ne pouvait être que spontané... D'autres vont même plus loin, soutenant, au contraire de la *vulgate*, que la politique française de la fin des années 40 et du début des années 50 a au contraire bridé le développement économique français qui dans un cadre entièrement libéral aurait été beaucoup plus vigoureux que les « miracles » voisins ! Ces économistes de la comptabilité nationale et du PIB, ces historiens du quantitatif (ex. : Jean Marczewski, 1908-1990) travaillaient notamment à l'Institut des Sciences économiques appliquées (ISEA), fondé par l'économiste vichyssois François Perroux en 1943 (1). Et le consensus est total sur la notion, bienveillante, de « révolution industrielle ». Elle le fait dans un cadre occidental, avec l'aide des Américains et, dans *La France, l'aide américaine et la construction européenne* 2, Gérard Bossuat montre bien que cette aide a permis de dépasser le simple rattrapage des chiffres de 1938, la « dictature de l'urgence » et le piétinement de la modernisation. Cette aide s'inscrit dans la « geste » modernisatrice avec un programme franco-américain de modernisation, un Commissariat (français) à la Productivité et de nombreuses missions françaises aux États-Unis, pays qui est censé avoir inventé la modernité.

b) Les « entrepreneurs ragailardis » des années 50

Il existe de très forts liens entre grand patronat et politique, incarnés, entre autres, par le personnage d'Ambroise Roux (1921-1999), le père (monarchiste) du « capitalisme d'influence » des IVe et Ve Républiques, qui, pour l'heure, n'est que membre du cabinet du ministre Jean-Marie Louvel (1900-1970), ministre de l'Industrie record de 1950 à 1954, et qu'un cadre supérieur de la Compagnie générale d'Électricité (CGE).

Pour l'industrie automobile française, c'est « le temps de la production de masse », comme titre pour le chapitre IV de l'un de ses livres Jean-Louis Loubet 3 qui poursuit ainsi :

« Dès les années 1950, la France est le deuxième pays constructeur en Europe, d'abord derrière le Royaume-Uni, plus tard derrière l'Allemagne. Le paysage automobile français poursuit l'évolution amorcée depuis les années 1930 avec la domination des grandes marques de voitures

1 Pour le cinquantenaire, une plaquette hagiographique a été publiée : R.Gendarme et alii, *François Perroux, penseur de notre temps*, Presses universitaires de Nancy, 1992, 70 p. Né en 1903, Perroux est mort en 1987.

2 Gérard Bossuat, *La France, l'aide américaine et la construction européenne. 1944-1954*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1992, 2 vol., 611 p.

3 J.-L.Loubet, *Histoire de l'automobile française*, Seuil, coll. "L'univers historique", 2001, 569 p. Début du chapitre V, pages 277-278 pour la citation.

légères — Citroën, Peugeot, Renault, Simca — , les trois spécialistes du poids lourd — Berliet, Saviem, Unic. La palette se réduit inexorablement : des 33 noms survivant à la guerre, seuls 24 demeurent actifs en 1951, 16 en 1956 dont 5 fabriquant moins de 500 véhicules par an. L'automobile française se concentre, tout en battant ses records de production. [...] La course est lancée, avec des chiffres de plus en plus importants. [...] La progression de toute la profession se compte au rythme annuel de chaque million de voitures produit : le premier million est atteint en 1958, le deuxième en 1966, le troisième en 1971. »

Ce sont les « jours de gloire » de l'automobile française, pour reprendre le titre du tome 1950-1959 de la *Grande histoire de l'Automobile* 1 : « vogue la Frégate », « derniers feux de la carrosserie française », mais DS 19, démocratisation relative, tourisme, congés payés, premiers kilomètres d'autoroutes, etc.

L'histoire de la famille **Dassault** et du groupe qui porte son nom est étroitement liée à celle de son fondateur, Marcel Bloch (1892-1986). Dès avril 1945, bien que malade, il reprend ses activités aéronautiques en constituant la Société anonyme des Avions Marcel Bloch, devenue dès novembre une SARL dirigeant les usines comme des filiales (par exemple, Saint-Cloud avions Marcel Bloch). Adoptant le pseudonyme porté dans la Résistance par son frère, le général Darius-Paul Bloch (mort en 1969), il devient Marcel Bloch-Dassault en décembre 1946, puis **Marcel Dassault en février 1949**, se convertissant d'ailleurs au catholicisme. Le redémarrage de ses activités s'effectue selon le même schéma qu'en 1917 : fabrication d'hélices et sous-traitance pour les sociétés nationales. Il améliore le système expérimenté avant la guerre en dérivant les modèles les uns par rapport aux autres et en créant des familles d'avions, notamment les Mystère 2 et les Mirage, numérotés de I à IV, le IV étant décliné en plusieurs avions successifs numérotés avec des lettres, tous ces appareils fondent sa prospérité tant en France qu'à l'étranger. Il faut ajouter le Languedoc, le Flamant, l'Ouragan et l'Étendard. Ces avions sont au départ des prototypes assez peu élaborés, peu coûteux à fabriquer, Dassault s'adaptant ensuite aux exigences du client qui prend à sa charge les surcoûts. Parallèlement, il cherche à réduire les risques politiques qui pèsent sur son activité en établissant des **rapports étroits avec des hommes proches du pouvoir**. Il cultive ses relations avec d'anciens résistants, particulièrement ceux d'entre eux qui sont sensibles aux questions de défense, tels Édouard Corniglion-Molinier (1898-1963) ou Pierre Guillain de Bénouville (1914-2001), ancien condisciple de François Mitterrand à Angoulême, résistant antisémite et royaliste mais Compagnon de la Libération 3. De plus, Dassault entame lui-même une carrière politique : député très absentéiste dès 1951 (Alpes-Maritimes, puis Oise de 1958 à 1986, dans des circonscriptions qu'il

1 Collectif, *La Grande histoire de l'Automobile. Les jours de gloire. 1950-1959*, Cobra, 2010, 79 p.

2 Nom inspiré par... *Le Docteur Mystère* du romancier Paul d'Ivoi (Paul Deleutre, 1856-1915).

3 Autobiographie (limitée à la Résistance) : Guillain de Bénouville, *Le sacrifice du matin*, Robert Laffont, 1946, réédition, 1983, 410 p.

arrose largement, en espèces toujours), il est membre du RPF, de l'UNR, puis de l'UDR, partis gaullistes qu'il abreuve de subventions et des répétitions inlassables de son plaidoyer en faveur de l' « association capital-travail ». Connaissant François Chirac, le conseiller financier d'Henry Potez, il soutient l'entrée en politique du fils, Jacques, notamment en finançant sa campagne électorale de Corrèze en 1967. Plus paradoxal pour un **grand patron officiellement « de droite »** — mais Marcel Dassault avait soutenu le Front populaire — est son **soutien aux socialistes et aux communistes**. Mais les premiers n'incarnent-ils pas la troisième force et les seconds n'ont-ils pas détenu le ministère de l'Air à la Libération avec Charles Tillon ? **Les sociétés Dassault sont parmi les premiers annonceurs de *L'Humanité*, Marcel Dassault est ami avec François Mitterrand et finance tous azimuts** 1.

Représentant de la troisième génération d'une famille d'horlogers juifs d'origine alsacienne, **Fred Lip** (1905-1996) 2 a marqué toute une époque de l'horlogerie française. Son grand-père, **Emmanuel Lipmann** (1844-1913), fonde à **Besançon**, capitale française de la montre où domine le système de « l'établissage », un petit atelier, progressivement transformé en manufacture réalisant l'ensemble des opérations de fabrication et de vente. Avec l'aide de ses fils, Ernest (1869-1943) et Camille (1872-1947), il construit une véritable usine, fabrique ses propres ébauches et développe une stratégie de marque. Dirigée par Ernest, Lip est en 1930 la plus importante fabrique française de montres. Après son échec au bac, Frédéric (dit Fred), le second fils d'Ernest, fait l'École nationale d'horlogerie, à Besançon, dont il sort diplômé en 1925. Passionné de mécanique et de motocyclette, il court les championnats de France et bat plusieurs records. En 1928, il part aux États-Unis où il découvre la gestion à l'américaine. À son retour, il entre dans l'entreprise dont il prend la direction technique en 1931, alors que son frère Lionel est chargé des finances. Avec la crise, la société connaît de très graves difficultés ; elle doit son salut au contrat que Fred négocie en 1936 avec l'URSS, où Lip aide à construire une usine de montres, et aux importantes commandes militaires reçues en 1938. Sous l'Occupation, les Allemands écartent Ernest Lipmann de la direction et réquisitionnent l'usine, puis l'entreprise est aryanisée en 1941. Menacé comme juif, Fred entre dans la Résistance en 1943. Revenu à Besançon en 1944, il prend officiellement en 1946 la succession de son père, mort en déportation, alors que les autres membres de la famille travaillent dans d'autres entreprises ou ont quitté la France. Avec 83,6 % des actions, la famille Lipmann contrôle fermement la société. Toutefois, au fil des augmentations de capital, sa part se réduit au profit des banques

1 Y. Denoël & J. Garrigues dir., *Histoire secrète de la corruption sous la Ve République*, Nouveau Monde éditions, 2014, 623 p., pp. 42-46.

2 D'après la notice de Daumas lui-même, pp. 439-441 de J.-C. Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p.

et d'amis (57,4 % en 1954). Dans les années 1950, Lip connaît une période faste grâce aux commandes d'armement, à la rationalisation de la production (première chaîne de montage dans l'horlogerie en 1948), à la recherche animée par un bureau d'études de 250 personnes (première montre électromécanique en 1952) et à une publicité très efficace. Une politique sociale très généreuse (réduction du temps de travail, crèche d'usine, formation continue, transport gratuit pour les salariés) vaut à Fred Lip une réputation de patron social et précurseur, en même temps que l'hostilité de ses confrères. Poursuivant dans la voie de l'intégration, il fera construire à grands frais en 1962 l'usine de Palente (un quartier oriental de Besançon) où travaillent 1 500 salariés. Avec une production de 600 000 montres, Lip se classe au 7^e rang de l'horlogerie mondiale. La situation se détériorera dans les années 1960.

c) Un financement (occidental) de la croissance française

Le gouvernement s'accroche à la demande de réparations allemandes, comme après la Première Guerre mondiale ; la conférence de Paris de novembre-décembre 1945 octroie à la France un peu moins du cinquième du total. Très peu lui sera versé car la conférence de Moscou (mars 1947) constate les profondes divergences de vues entre l'Ouest et l'Est : les « Anglo-Saxons » appuient le relèvement allemand, politique que la France sera bien obligée de suivre, même en renâclant.

L'après-guerre voit dans le monde la mise en place des **bases d'un nouveau système monétaire**, avant même la fin des hostilités et la notion d'économie occidentale prend naissance en 1947-1948 avec le plan Marshall et l'OECE, créée à cette occasion avec 16 pays européens. Élargie en OCDE en 1961 avec la participation des États-Unis, du Canada et d'autres états, elle deviendra vite une sorte de « club » des pays riches de la planète. Plus largement, il y a rapidement **multiplication des échanges** de toute nature et fusion des conjonctures économiques nationales en une conjoncture occidentale, déterminée par l'influence prépondérante de la conjoncture américaine. Loin de donner le coup de grâce au système capitaliste, qui avait pu paraître s'effondrer avec la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale lui a apporté les conditions d'un nouveau départ. En quelques années, l'économie mondiale connaît une croissance économique sans précédent, battant en brèche la thèse pessimiste des économistes « stagnationnistes ».

Un **nouvel ordre monétaire international** avait été envisagé dès 1942 entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, dans le cadre des accords de « prêt-bail », avec le désir d'éviter d'une part le retour pur et simple à l'étalon-or et d'autre part les monnaies flottantes ainsi que les dévaluations des années 1930. On aboutit à la conférence qui

se tient à **Bretton Woods** (New Hampshire) du 1er au 22 juillet 1944. On a de fait un « Gold Dollar Standard », avec une équivalence longtemps conservée : une once d'or équivaut à 35 dollars ! En outre **Bretton Woods proclame la nécessité du libre-échange**.

Le **Fonds monétaire international** (FMI) est la première véritable institution monétaire internationale. Ses membres versent une « quote-part » (1/4 en or, 3/4 en monnaie nationale), déterminée en 1944 en fonction de la puissance financière et commerciale de chaque pays. Le nombre de voix dont chacun dispose est proportionnel à la quote-part versée. Or, les États-Unis ont versé 36 % des fonds ! (Grande-Bretagne : 17 %, Chine et France : 7 % chacune, etc.). De plus, un pays créancier gagne des voix (et vice-versa) ! Le « nouvel ordre monétaire international » institutionnalise donc la prédominance des États-Unis.

Pour **effacer les séquelles du protectionnisme des années 1930** — une véritable obsession américaine — trois conférences sont réunies : Londres en 1946, Genève en 1947 et La Havane en 1947-1948. Elles aboutissent à un **Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce** (**GATT**, *General Agreement on Tariffs and Trade* ou *General Agreement on Trade and Traffic*), les états signataires (52, ni l'Union soviétique ni la Chine) représentant 80 % du commerce d'alors. Il n'y a pas d'institution internationale spécifique avant le 1er janvier 1995 : elle est prévue sous le nom d'OIC mais ne sera créée qu'à cette date et sous le nom d'Organisation mondiale du Commerce (OMC). On a donc un fonctionnement véritable, mais paradoxal, du GATT. Le GATT interdit le *dumping* et les cartels internationaux. Son grand pragmatisme — des principes mais des dérogations — assura son succès : **la clause de la « nation la plus favorisée » est érigée en principe général** mais le maintien (ou même la création) d'unions douanières, de zones de libre-échange et de zones préférentielles est autorisé ; les contingents d'importation sont supprimés, mais des exceptions sont admises, comme les clauses de sauvegarde en cas de réduction de tarifs douaniers. Le GATT témoigne d'un consensus quasi général en faveur de la libéralisation des échanges. Mais pour l'heure **il ne faudrait pas croire la France, patrie ancestrale du protectionnisme, convertie brusquement au libre-échange : ses droits de douane demeurent élevés ou très élevés**, ses fournisseurs et clients sont pour moitié et de plus en plus ses colonies, avec lesquels elle n'avait guère commercé avant la crise de 1929, et son premier client n'est pas européen, c'est l'Algérie.

Le 28 mai 1946 sont signés les accords économiques franco-américains Blum-Byrnes 1. James Francis Byrnes (1879-1972) est le secrétaire d'État américain, il accueille un Léon

1 Irwin M.Wall, « Les accords Blum-Byrnes... », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 13, janvier-mars 1987, pp. 45-62 et *erratum* de détail, dans n° 15 (juillet-septembre 1987), p. 161 ; A.Lacroix-Riz, « Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*,

Blum, président du Conseil, doté d'un prestige immense aux États-Unis et accompagné d'une délégation. Les Américains sont alors fort préoccupés par la situation intérieure en France et plutôt favorables à une victoire socialiste aux prochaines élections. Les dettes de guerre de la France, à la différence de celles de la Première Guerre mondiale, sont gracieusement remises et un nouveau crédit, d'un milliard de dollars, remboursable en vingt ans, est ouvert à la France. En contrepartie de cette générosité américaine, qui doit permettre à la France de consacrer l'équivalent des dettes à sa reconstruction et au commerce bilatéral de se réamorcer, les **négoceurs français promettent la liberté d'entrée des marchandises américaines sur le territoire français**. Autre contrepartie de cette aide exceptionnelle, la France doit **lever le contingentement des films américains importés** (remplacé par des quotas : quatre semaines par trimestre au maximum pour les films français, le reste étant ouvert aux films américains), ce qui provoque la colère des milieux du cinéma. Bien sûr, **les accords débouchent sur le plan Marshall**, ils en sont même un « modèle réduit » ou une « maquette par anticipation » 1.

D'une manière générale, l'*European Recovery Program* (ERP) — nom officiel de l'aide Marshall, votée par le Congrès américain en avril 1948 — accentue la dépendance politique des bénéficiaires et la coupure de l'Europe en deux blocs. Comme l'ERP voit le jour en avril 1948 seulement, entre-temps, le Congrès vote une loi d'aide intérimaire, en décembre 1947.

L'aide américaine 2 se répand sous forme de dons (89 %) et de prêts (11 %) aux États, aide répartie par les pays européens eux-mêmes — seize pays européens (rejoints par l'Allemagne fédérale en 1949 et l'Espagne en 1959) — , groupés dans l'OECE (Organisation européenne de Coopération économique) à partir de mars 1948, car l'aide n'est accordée que sous la condition que les Européens proposent un programme de relèvement européen. **Le Royaume-Uni bénéficie de 23,5 % de la manne, la France de 20,5 %**, l'Italie de 11 %, l'Allemagne occidentale (ancien vaincu et pas membre de l'OECE) de 10 %, les Pays-Bas de 8,5 %, l'Autriche de 5 %, comme la Belgique, la Grèce de 4 %, le Danemark de 2 %, etc. Les principaux produits vendus seront ceux de l'agro-alimentaire (32 %), les produits bruts et semi-finis (19 %), les produits énergétiques (15 %), les produits textiles (14 %) et ceux de la construction mécanique (14 %). Les tabacs s'élèveront à la hauteur de... 4,4 %. Dans le champ

juillet-septembre 1984 ; A.Lacroix-Riz, *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Le temps des cerises, 2007, 107 p.

1 Jacques Portes, « Les origines de la légende noire des accords Blum-Byrnes sur le cinéma », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1986, pp. 314-329.

2 Gérard Bossuat, « L'aide américaine à la France après la Deuxième Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 9, janvier-mars 1986, pp. 17-35 et D.Barjot & C.Réveillard dir., *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle. Mythe et réalité*, Colloque Paris IV 2001, PUPS, 2002, 274 p.

économique, décidés à ne pas recommencer leur erreur de 1919-1920, où, après être venus combattre en Europe en qualité d'« associés », ils sont retournés aussitôt à leur isolationnisme traditionnel, **les États-Unis acceptent donc de jouer le rôle mondial correspondant à leur incontestable puissance** et de porter le « fardeau de l'homme blanc » (Rudyard Kipling, 1899). Au total, **les aides américaines à la France** se montent à 4,7 milliards de dollars entre janvier 1948 et juin 1951 et à 2,1 milliards de 1951 à 1955.

L'insertion dans le monde économique occidental provoque en France un début de croissance, dans un contexte mondial neuf : Guerre froide et constitution d'un monde occidental. D'après l'*Annuaire statistique rétrospectif* la production industrielle française de 1938 est presque rattrapée en 1947, nettement dépassée en 1948 ; sur une base 100 située en 1952, elle est à 119 trois ans plus tard. Il y a en France 106 900 tracteurs en 1948, 136 400 en 1950, mais ensuite la motorisation (le diesel devenant vite majoritaire puis exclusif) s'accélère, avec 211 300 tracteurs en 1953, 249 600 en 1954, 305 400 en 1955. Le commerce extérieur croît bien plus vite que les prix : en valeur, il est en 1950 deux fois plus important que deux ans auparavant, en 1955 il est trois fois le chiffre de 1948. D'après l'*Histoire économique et sociale de la France* et Jean-François Eck ¹ les taux de croissance annuels moyens de la production intérieure brute (PIB) pour cinq pays entre 1949 et 1959 sont les suivants : France : 4,5 ou 4,6 % ; États-Unis : 3,3 à 3,5 % ; Allemagne de l'Ouest : 7,4 à 8,6 % ; Italie : 5,4 à 5,9 % ; Royaume-Uni : 2,4 à 3 %. Donc, une croissance forte, qui sort la France de la pénurie et dépasse celle des États-Unis mais qui n'est pas un record européen, tant s'en faut. Autre nuance, plus apparente que réelle, la France avait déjà connu, sous le Second Empire, à la Belle Époque et dans les années 1920, des taux de croissance industrielle d'à peu près 4 %, mais il s'était agi de périodes brèves et l'agriculture était peu concernée. Désormais il s'agit d'une croissance accélérée, intense et lancée pour trente ans, mais qu'on retrouve ailleurs, en Grande-Bretagne par exemple où elle dépasse les pourcentages du XIXe siècle...

2°) Nouveau « contrat social » et progrès du niveau de vie

a) Un nouveau « contrat social » : la Sécurité sociale et les Comités d'entreprise

¹ F.Braudel et E.Labrousse dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tome IV (3 vol.), PUF, 1976-1982, réédition, PUF, coll. « Quadrige », 1993, en 5 vol. au total, tome IV.3., 1847 p. ; J.F.Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Armand Colin, coll. « Cursus », réédition, 2004, 232 p.

En 1945-1946, l'État prend en main les divers systèmes d'assurance concernant la santé (9 millions de salariés en sont alors bénéficiaires) et, sous le nom de **Sécurité sociale 1**, les étend en contenu et, au moins théoriquement, à toute la population, le but principal étant, plus largement que la simple assurance, la sécurité et une sorte de « contrat social » rousseauiste, l'ensemble de la société protégeant la totalité de ses membres, par un souci d'égalitarisme. Dans une optique clairement humaniste, il y a un **grand parallèle avec la législation du travail de la Quatrième**, les comités d'entreprise immédiatement, l'allongement des congés payés à terme.

« La nation assure à l'individu et à sa famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère, au vieux travailleur, la protection de la santé, de la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être qui, en raison de son âge, de son état physique et mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »

Formulé ainsi en 1946, toujours inscrit en tête de l'actuelle constitution française, **le droit à la protection sociale** est un des fondements du **pacte républicain** du XXe siècle et c'est dans un pays ruiné par la guerre, que, suivant le projet élaboré par le Conseil national de la résistance (CNR), les **ordonnances des 4 et 19 octobre 1945** instituent la **Sécurité sociale**. Grand est à cet égard le rôle de Pierre Laroque (1907-1997), conseiller d'État, résistant, père des ordonnances de 1945-1946, puis directeur général de la Sécurité sociale, enfin président de la Caisse nationale.

Le contexte est mondial, ou onusien : la *Déclaration universelle des droits humains*, promulguée par les Nations unies le 10 décembre 1948, stipule dans son article 22 que « toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ». **Non sans oppositions en France** : celles des mutualistes, de certains syndicalistes chrétiens, des assureurs et du patronat qui dénoncent le coût « exorbitant » du projet — 6 % de cotisations pour les salariés, 10 % pour l'employeur. Il faudra près d'un demi-siècle pour que la Sécurité sociale — qui ne concerne au départ que neuf millions de Français et leurs familles — s'étende progressivement à l'ensemble de la population, sans toutefois parvenir à garantir à tous une égale protection. Mais surtout, c'est **l'hostilité déterminante des classes aisées** à participer à un système fondé sur la solidarité — laquelle n'est organisée qu'entre les seuls travailleurs — qui conduit à un **mécanisme de financement particulièrement curieux et dont les effets inégalitaires vont s'amplifier** avec l'augmentation des cotisations. **D'une part, le plafonnement de celles-ci instaure dès l'origine un système de prélèvement non pas progressif, ni même proportionnel, mais dégressif, c'est-à-dire dont le taux diminue lorsque le revenu augmente**, et dont la charge est donc d'autant plus lourde que le salaire est plus modeste.

1 Cf. Colette Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines », 2014, 328 p. Excellente mise en perspective historique.

La **cotisation sociale du salarié** est initialement de 6 % du salaire (avec un plafond, antidémocratique, qui introduit de la dégressivité et non de la progressivité), son employeur payant pour lui 10 %, sans plafond ; pour les accidents du travail et les **allocations familiales** la **cotisation** est entièrement à la charge du patron, avec pour les allocations familiales un plafond, une nouvelle fois de la dégressivité. Il n'y a donc **pas de fiscalisation du système**, mais son spectre sera souvent évoqué et en partie concrétisé après 1983. Il faut des **mesures complémentaires** : un **statut de la mutualité** (19 octobre 1945), complétant la Sécurité sociale, une **réglementation des tarifs médicaux** par des « conventions » et une **aide aux « économiquement faibles »**, surtout de petits rentiers victimes de l'inflation (loi de septembre 1946).

La Sécurité sociale a des limites : elle fonctionne avec **plusieurs régimes**, car fonctionnaires, agriculteurs, mineurs, électriciens et d'autres ont leurs régimes, distincts du « général », l'assurance vieillesse n'est effective qu'en 1949, et surtout **plusieurs catégories** (les étudiants, les exploitants agricoles, les artisans, industriels, commerçants et professions libérales, les ecclésiastiques, etc.) **tardent à être couvertes**, en tout ou partie : encore en 1960 un quart de la population échappera au « filet protecteur » de la Sécurité sociale et la couverture ne sera totale qu'en 1978. La Sécurité sociale rencontre **des obstacles**, l'idéal mutualiste redoutant l'étatisation, l'idéal syndical chrétien de la CFTC, exprimé par Gaston Tessier, reprochant à la Sécurité sociale de gérer les risques, et non de les diminuer, les cadres, les travailleurs indépendants et les professions libérales craignant de voir leurs cotisations bénéficier à l'ensemble des assurés et refusant de se fondre dans le régime général. La Sécurité sociale a quand même une **portée considérable**, apportant un énorme progrès social et une tentative intéressante de « redistribution » des revenus dans un cadre libéral, mais elle **profite plus aux riches qu'aux pauvres** : outre un caractère dégressif *de facto* des cotisations, les prestations de maladie croissent avec le revenu, les prestations familiales sont versées indépendamment du niveau de revenu, de même que les dépenses d'éducation et de culture ne seront guère des dépenses de redistribution. Le **déficit poindra bien vite**, à cause du chômage, du vieillissement de la population, de l'augmentation sociale des dépenses de santé et des énormes dépenses engendrées par l'abus d'alcool et de tabac. Économiquement, la Sécurité sociale représente un **budget considérable, vite supérieur à celui de l'État**, faisant augmenter la consommation mais aussi les charges sociales des entreprises, plus élevées que dans beaucoup d'autres pays européens et répercutées sur les prix de vente. L'État réglementant, la Sécurité sociale contribue au **renforcement du pouvoir de l'État**, toujours dans un cadre libéral. On est donc face à **un des fondements et à un des caractères principaux des**

Trente Glorieuses, dès les années 50. Les Français, tous les **sondages** le montrent **1**, seront vite très attachés à l'institution et à son indépendance vis-à-vis de l'État, malgré la précocité des critiques contre le fonctionnement, le « gaspillage » et le « manque d'organisation » et en dépit des **inquiétudes quant à l'équilibre financier** (elles se manifestent dès 1951). Il y a approbation générale et massive du principe, « dont le bien-fondé n'est jamais remis en question » (C.Bec), une approbation étendue en dix ans à l'ensemble des CSP, les catégories socioprofessionnelles. « La Sécurité sociale est d'ailleurs si bien entrée dans les mœurs qu'en 1959 la part de la population qui n'est pas assurée sociale (26 %), constituée essentiellement de commerçants, d'agriculteurs et de professions libérales, souhaiterait massivement compter parmi les assurés sociaux » (C.Bec).

Le 22 février 1945 avaient été créés par une ordonnance **les comités d'entreprise 2**, destinés à représenter les salariés et obligatoires dans tout établissement de plus de 100 salariés (50 à partir de la loi du 16 mai 1946). Il s'agit de terminer les gestions « sauvages » type Berliet. Dans le droit fil des « comités sociaux » et de la *Charte du travail* de Vichy mais élus sur des listes syndicales, au moins au premier tour de scrutin, les comités d'entreprise ont une **fonction technique** (productivité, conditions travail, etc.) **et sociale** (œuvres). Certes ils sont consultatifs mais ils donnent un droit de regard et de contrôle sur la nouvelle économie dirigée dans l'entreprise. Ils sont gênés rapidement par une forte opposition patronale, qui les cantonne au social. Les **délégués du personnel**, qui sont, eux, de l'ordre du revendicatif, sont obligatoires dans toutes les entreprises de plus de 10 salariés (avril 1946) ; ils jouent le conseil du CE dans les entreprises entre 10 et 50 salariés. La loi du 23 décembre 1946 (qui sera améliorée par la loi du 12 février 1950) rétablit enfin les **conventions collectives**. Pourquoi ce retard ? essentiellement parce que les gouvernements successifs ont voulu réserver les augmentations de salaires et les revalorisations des grilles hiérarchiques au ministère du Travail. Dans le même ordre d'idées il faut ajouter que **les salariés sont représentés dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées**, à hauteur d'un tiers des membres **minimum** ; ils sont désignés par les pouvoirs publics sur proposition des instances syndicales. Sécurité sociale surtout, **allocations familiales** et mesures en faveur de la natalité composent ce qu'on a appelé l' « **État-Providence** », en anglais le *Welfare State*.

1 Cf. l'article collectif, « Les Français et la Sécurité Sociale. Sondages d'opinion. 1945-1982 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 10, avril-juin 1986, pp. 67 & suiv.

2 Biblio. : J.-P.Le Crom, « Une révolution par la loi ? L'ordonnance du 22 février 1945 sur les comités d'entreprise », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 165-178.

Les nationalisations, la démographie, la Sécurité sociale, qui réalise un certain « **transfert social** » et les comités d'entreprise mettent sur la route d'une politique sociale de la Quatrième République. L'État, « instituteur du social » (Pierre Rosanvallon 1), jouant le rôle tenu autrefois par des corps intermédiaires, produisant du **lien social**, a une véritable politique démographique, qui accompagne les changements de mentalité, elle est relayée par l'**hygiénisme des politiques scolaires 2** : visites médicales et radiographies systématiques, architecture des constructions nouvelles, gymnastique scolaire, encadrement infirmier, etc. Un relais supplémentaire est l'**hygiénisme du gouvernement Mendès France** : lutte contre l'alcoolisme, distribution de lait dans les écoles, etc. **La politique du « plein emploi »**, « condition du relèvement du niveau de vie » (Mendès), est un autre volet. Le concept est dans la constitution, par l'intermédiaire du « droit au travail », hérité de 1848. Conséquence ou frère de la politique du plein emploi à cause des nécessités de la reconstruction, le taux d'activité des adultes est très fort dans cette décennie ; mieux dit, **le chômage est très faible**, sans qu'on ait d'ailleurs de statistiques fiables avant 1954.

Les années 50 font progresser la législation du travail : « salaire minimum vital » (31 mars 1947), « zones de salaire » et le législateur institue le SMIG (Salaire minimum interprofessionnel garanti) en 1950. En matière de durée du travail, on en revient en février 1946 officiellement aux 40 heures par semaine, mais les nécessités du moment poussent à l'autorisation et à la multiplication des heures supplémentaires : la durée moyenne effective se stabilise de fait à 45 heures. Il est recommandé de multiplier et de moderniser les conventions collectives. Le parlement vote le 31 mars 1946, sous l'impulsion du ministre de l'Agriculture, le socialiste Tanguy-Prigent, un **statut du fermage** et un **statut du métayage** qui renforcent considérablement les droits de l'exploitant : droit automatique au renouvellement du bail, remboursement des grosses réparations et améliorations, etc. Le statut du métayage limite à un tiers la part de récolte du propriétaire ; le métayage, ne représente dans les années 50 qu'une part infime des modes de faire valoir (3,2 % du nombre et 6,3 % de la surface en 1955), à la différence du faire valoir direct (52,9 % du nombre et 55,3 % de la surface), du fermage seul (17,2 % du nombre mais 38 % de la surface) et aussi des « modes associés », catégorie introduite en 1955 et représentant 20,3 % du nombre. Au total, cette politique sociale issue de la Libération, dont le cœur est la Sécurité sociale, au nom bien clairement choisi, constitue bel et bien une politique sociale d'État-Providence. Ne

1 P.Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1990, 378 p., réédition, coll. « Points », 1992, 370 p.

2 La notion de « politique scolaire » est explicitée dans A.D.Robert, *L'École en France de 1945 à nos jours*, Presses universitaires de Grenoble, 2010, 312 p.

s'agit-il pas d'un *New Deal français*, comme le suggère l'historien américain Philip Nord dans un livre bien informé ¹ ?

Sécurité sociale : les ressources de la protection sociale en France s'établissent ainsi en 1959 : 76,8 % par les cotisations sociales, 18,8 % par les contributions publiques, 4,4 % sont des ressources diverses (produits financiers, recours contre les tiers, récupérations sur les successions, etc.). Les pourcentages varieront peu jusqu'à la fin du siècle, à l'exception de l'apparition des impôts et taxes affectés (7,4 % en 1995, il s'agit pour l'essentiel de la CSG), qui augmenteront beaucoup au début du XXI^e siècle (23,4 % en 2010), faisant reculer cette fois-ci surtout les cotisations sociales (62,4 % en 2010).

b) Progrès du niveau de vie, consommation et publicité

Les Français font des enfants, c'est le *baby boom*, avec un record de naissances en 1949 (872 661), on si l'on préfère, trois années de maxima pour ce *baby boom*, **1947, 1948 et 1949**, avec environ 867 000 naissances, à très peu près. En 1963 la France retrouvera ces nombres et qu'en 1964 on remontera à 874 200, pour retomber à 745 100 en 1975.

Et globalement il y a des **progrès de vie quotidienne accessibles à tous**, comme le revêtement plastique facilement lavable et de couleurs gaies : « **Formica**, c'est formidable ! », comme dit la publicité... La société française au « mitan » — comme chante Brassens — des années 50 n'est pas encore prospère mais elle est dans l'ensemble **sortie de la pénurie et de l'après-guerre**, d'autant plus que le chômage est peu important et que la génération des classes creuses a la chance de pouvoir facilement trouver du travail ! **L'inflation n'est pas niable**, son histoire détaillée a été plusieurs fois écrite, mais on doit retenir qu'elle **s'est ralentie dans les cinq premières années 50 et qu'elle est devenue plus faible qu'elle ne sera au tournant des années 60** ou, si l'on préfère au début de la Ve République : sur une base 100 en 1970 les indices moyens annuels des prix à la consommation sont 35,1 en 1949, 39 en 1950, 45,6 en 1951, 51 en 1952, 50,4 en 1953, 50,2 en 1954, 50,8 en 1955.

Bon signe de la transformation de l'économie et de la société, le secteur tertiaire passe de 37,3 % à 39,6 % entre 1949 et 1955. Compte tenu de l'inflation et de l'érosion monétaire, le revenu national en francs constants et la consommation « réelle » augmentent, mais l'épargne dite « familiale » aussi. **Le pouvoir d'achat ouvrier progresse !** On imagine aisément que les 2,5 millions d'automobiles que compte la France en 1952 sont mal réparties ; un bon exemple de signe extérieur de richesse est

¹ Philip Nord, *Le New Deal français*, Princeton University Press, 2010, trad. fr., Perrin, 2016, 453 p.

le réfrigérateur, le « frigidaire » comme on dit alors : en 1954, 42,8 % des cadres supérieurs et professions libérales l'ont, 18 % des patrons de l'industrie et du commerce, 15,5 % des cadres moyens, 9,9 % des employés, etc.

Bien entendu une amélioration essentielle, attendue au sortir de la guerre, est celle de **l'alimentation**. L'obsession sociale est de porter remède aux conséquences des pénuries alimentaires du temps de la Seconde Guerre mondiale, avec un véritable **nutritionnisme d'après-guerre** : souci d'hygiène, de la quantité de nourriture et, volet le plus visible, la lutte contre l'alcoolisme, avec un slogan qui répond bien au prurit populationniste, « les parents boivent, les enfants trinquent ». La **lutte contre l'alcoolisme** est particulièrement développée en milieu scolaire : « Le buveur ruine sa santé, détruit sa famille et devient un fléau social », disent plusieurs manuels scolaires ; des films antialcooliques sont réalisés et projetés, etc. Il faut **augmenter la consommation de lait**, notamment chez les petits enfants et en milieu scolaire, ce que prône très officiellement Mendès France président du Conseil. Un véritable « fleuve blanc », comme dit Pierre Guillaume¹ coule dans les années 50, grâce aux progrès des méthodes de conservation, et les autres produits laitiers (les yaourts surtout) suivent. Les années 50 voient la généralisation et **l'homogénéisation des produits alimentaires**, solides et liquides, sur le territoire métropolitain, la diversification de l'offre, dont celle des **produits d'outre-mer** (huile d'arachide, sucre de canne, etc.), la pénétration dans les esprits du souci de la qualité alimentaire, ce qui est bien visible pour le chocolat et sa teneur en cacao. On doit ajouter le **développement triomphal de l'usage des conserves**, qui avait commencé à se généraliser après la Première Guerre Mondiale, le rôle de la publicité et les **transformations dans la distribution** : poursuite des règnes de Félix Potin, des « économats » (critiqués en 1930 par Georges Duhamel dans *Scènes de la vie future*), de l'essor des magasins à prix unique (Monoprix, Prisunic, etc.), nés dans les années 30 comme réponse à la crise, démarrage des chaînes (Casino d'abord, à partir de Saint-Étienne), mais les hypermarchés seront des années 60. Les **campagnes** se fondent définitivement dans les usages alimentaires citadins, autre « révolution silencieuse », par entrée de nouveaux usages alimentaires et culinaires dans les campagnes, insérant le monde rural dans la civilisation contemporaine. Clôturons le volet alimentaire en remarquant une politisation très relative de la question, par l'antiaméricanisme : les colas sont rejetés par une sorte de moralisme « gaulois », qu'on relève à différents niveaux, dont celui de certains grands restaurants, dont les patrons racontent à qui veut bien les entendre qu'ils jettent dehors les clients réclamant du Coca-Cola...

1 P.Guillaume, *Histoire sociale du lait*, Éditions Christian, coll. « Vivre l'histoire », 2003, 233 p.

Les ménages accédant à un meilleur revenu, dans une période de plein emploi, peuvent épargner et s'équiper : la consommation de biens durables grossit de 264 % entre 1953 et 1959, beaucoup plus qu'en RFA. La demande de biens est dynamisée par le bouleversement des méthodes de distribution commerciale : aux magasins populaires des années 30 s'ajoutent de nouveaux magasins en libre-service, dépendant de chaînes, les *discounts* des centres fondés par Édouard Leclerc (1926-2012), les supermarchés, avant les hypermarchés ; la vente traditionnelle des produits agricoles est bouleversée par le développement d'une **véritable industrie agro-alimentaire**. La publicité et l'**obsolescence programmée**, tactique née aux États-Unis dans les années 20, le crédit sur l'automobile, l'électroménager, l'immobilier et autres, les études de marché, la victoire définitive du « prêt-à-porter », venu des États-Unis, et de la confection, le stylo à bille jetable, le livre au format de poche, le bas prix de l'essence, la diversité des modèles de voitures populaires, les programmes de « grands ensembles » font le reste. D'abord, l'**électroménager** est synonyme de sécurité et de gain de temps, la Cocotte-Minute (autocuiseur à soupapes de SEB) est lancée en 1953, avec une publicité qui insiste sur l'économie de gaz et de temps. L'autocuiseur fait disparaître le fantôme des lourdes « marmites à pression » qui ont longtemps suscité la méfiance. La première poêle Tefal est de l'année suivante, la première « machine à laver » (lave-linge) entièrement électrique de 1955 et les Trente Glorieuses voient la fameuse « émancipation » de la femme, qui accède à l'emploi, ce qui engendre l'augmentation du revenu des ménages. L'hebdomadaire *Elle* présente très souvent, « à peu près chaque semaine », écrit Roland Barthes **1**, une ou des **cuisines modèles** et des plats affichés :

« cette cuisine ornementale est effectivement supportée par une économie tout à fait mythique. Il s'agit ouvertement d'une cuisine de rêve, comme en font foi d'ailleurs les photographies d'*Elle*, qui ne saisissent le plat qu'en survol, comme un objet à la fois proche et inaccessible, dont la consommation peut très bien être épuisée par un seul regard. C'est, au sens plein du mot, une cuisine d'affiche, totalement magique [...] ».

Après avoir présenté l'« **appartement idéal** » au Salon des Arts ménagers de 1952, l'hebdomadaire *Paris Match*, sur une idée du ministre Eugène Claudius-Petit et avec la bénédiction des Associations familiales, confectionne en 1953 une « maison idéale », présentée à ses lecteurs en un reportage photographique **2**. Elle sera construite en 42 exemplaires à Fresnes, les lecteurs peuvent l'acheter (deux millions de francs, l'équivalent de 44 000 euros) grâce à des prêts du Crédit foncier ; la cuisine n'a guère fait de progrès depuis la Belle Époque car elle mesure 5 m² ! Mais le séjour s'appelle déjà *living room*... En 1954 ce sont des « cuisines merveilleuses », patronnées par des vedettes de l'écran et de la chanson, Geneviève Page (célibataire), Jeanne Moreau

1 Roland Barthes, *Mythologies*, Seuil, 1957, 270 p., pp. 144-146.

2 N° du 28 février.

(mariée), Michèle Morgan **1** (avec Henri Vidal) et Jean Sablon, le seul à avoir l'air de prendre la chose au second degré, d'autant qu'il a hérité de la « cuisine-placard pour célibataire » de 0,70 m² (**2**) ! En 1955 c'est la « maison électrique », conçue pour « la femme de demain », avec la collaboration de Patachou, des frères Jacques **3**, de Martine Carol et Christian-Jacque, de Magali Noël et même de Robert Lamoureux, très sérieux pour une fois. Les arts ménagers ont aussi leur chanteur, Luis Mariano **4**, excellent vecteur publicitaire auprès des femmes, qui l'adorent, paraît-il, même Claude Sarraute est obligée de lui consacrer un petit article en 1958 (**5**) ! L'accès des femmes au travail implique des droits comme le droit des femmes de passer le permis de conduire ou de posséder un chéquier.

Comme la **publicité** remplace la « réclame », le cadeau Bonux surgit du paquet de lessive en 1958 ; *Super Persil* lave encore plus blanc que *Persil* ; Michèle Morgan « emploie le savon de beauté Lux » ; les années 50 sont déjà les « années plastique », les différents produits portant des « noms de bergers », comme écrit plaisamment Roland Barthes **6** ; elles sont les prémices du confort ménager. Pour la naissante société de consommation, c'est l'ère des **gentils matraquages radiophoniques** par Omo, Persil, Dubonnet, Bic **7** et autres, c'est l'époque du génie de la simplicité bon enfant d'artistes comme Raymond Savignac (1907-2002, plus de 600 affiches) et Hervé Morvan (1917-1980).

Le **Salon des Arts ménagers** (*sic*), temple de la société de consommation, né en 1923, installé au Grand Palais à partir de 1926, est ressuscité le 26 février 1948 (toujours au Grand Palais), dans un contexte de pénurie. Le deuxième Salon d'après-guerre ouvre ses portes en 1949, après le rétablissement de la liberté de vente, mais les prix y sont excessifs. Le troisième voit en 1950 affluer un million de visiteurs ; le pli est pris, Salon des Arts ménagers annuel, en février-mars, assaut de démonstrations et de publicité, repoussoir du portrait de la « mauvaise maîtresse de maison », au bout du compte renouvellement des modes de transmission des pratiques ménagères **8**. Le Salon est transféré au CNIT (Centre national des Industries et des Techniques) en 1961 (où il va rester jusqu'en 1983), il est déjà moqué par le romancier Pierre Daninos, notamment

1 Simone Roussel, 1920-2016.

2 N° du 27 février.

3 André et Georges Bellec, François Soubeyran et Paul Tourenne.

4 Mariano González y Garcíá, 1914-1970. « La Belle de Cadix a des yeux de velours... » (1945), etc.

5 *Le Monde*, 28-29 septembre 1958.

6 Roland Barthes, *Mythologies*, Seuil, 1957, 270 p., p. 192.

7 Stylo à bille inventé par Marcel Bich. Slogan : « Elle court, elle court, la pointe Bic ».

8 C.Leymonerie, « Le Salon des Arts ménagers dans les années 1950. Théâtre d'une conversion à la consommation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 43-56

dans *Sonia, les autres et moi* ¹ ; d'autres rendez-vous (Salon de l'Auto, de l'Enfance, *sic*, etc.) sont à ne pas manquer. **Le Salon de l'Enfance** est lui aussi un effarant temple de la consommation.

La consommation des années 50 a deux corollaires ou implications. D'abord la **conversion au crédit**, certes progressive et d'abord cantonnée à certains secteurs comme l'automobile. Relevons un exemple dans le numéro de *Paris Match* du 12 décembre 1959 (le numéro sur la catastrophe de Fréjus !). Renault y fait de la publicité pour son épargne-crédit, applicable à sa Dauphine. Il y revient une semaine plus tard, avec le crédit « Premier Départ » (rien à payer pendant trois mois). Deuxième corollaire, **les efforts de promotion de la cuisine**, qui devient une pièce noble.

3°) Les mutations rurales des années 50 : « l'ouverture au progrès »

Un « progrès rural » marque les années 50, il se moque, bien évidemment, des haies, arrachées pour le remembrement, et de l'environnement. Quant à la chimie... La population rurale continue à faire reculer son pourcentage (43 % de la population totale au recensement de 1954 encore, 36,9 % en 1962) et à vieillir. La population agricole fait de même dans la population active : 29,6 % en 1949, 26,1 % en 1955, 22,1 % en 1959, 20,1 % en 1962. Le dépeuplement des campagnes, qui frappe surtout les plus petits villages, est provoqué par la migration professionnelle, la diminution de la natalité rurale et l'augmentation de la mortalité. L'agriculture est marquée elle aussi par l'expansion de la production, phénomène sans doute moins vif que dans l'industrie, mais comment comparer raisonnablement et ne s'agit-il pas d'une « loi redoutable » (Jean Chombart de Lauwe, professeur à Grignon) ? Productivité et rentabilité deviennent les maîtres mots d'une agriculture en pleine mutation. C'est la « révolution silencieuse », comme écrit d'abord Raymond Aron puis titre Michel Debatisse, leader syndical. Le livre de Debatisse sort en 1963 ², il le sous-titre *le combat des paysans* car le progrès est difficile, les Trente ne sont pas toujours « glorieuses », la population vieillit, l'exode rural est copieux, les revenus sont disparates, d'autant que la propriété se concentre, faisant presque disparaître les exploitations de moins de 5 hectares, augmenter celles comprises entre 50 et 100 hectares, tandis que l'ensemble entre 5 et 50 hectares est stable. Quant à la diminution des plus grandes exploitations, celles qui

¹ Plon, 1952, 264 p.

² M. Debatisse, *La révolution silencieuse, le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 275 p. Bête noire de nombreux ministres avant de l'être lui-même, avec le titre de secrétaire d'État auprès du premier Ministre (Raymond Barre), chargé des industries agroalimentaires, de 1979 à 1981, Debatisse sera aussi député européen, président de la Caisse du Crédit agricole, et proche de Valéry Giscard d'Estaing.

dépassent les 100 hectares, elle s'explique simplement et brutalement par une forte concentration.

Les agriculteurs participent à une « **deuxième révolution agricole** » (après celle des 18e et 19e siècles). Les bases en sont une révolution biologique (Centres d'Études techniques agricoles, CETA, créés en 1944, espèces nouvelles, végétales et animales, prairie temporaire : la « culture de l'herbe »), une révolution technique, l'emploi d'engrais, mais beaucoup moins qu'en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, la multiplication des tracteurs, etc. Il est proposé aux agriculteurs d'atteindre pour le blé un **rendement de 40 quintaux (4 tonnes) à l'hectare**. Remarque qui montre bien la distance sidérale entre cet objectif et les réalités du XXIe siècle : **en 2016 les rendements seront, à cause des aléas climatiques, descendus au chiffre dit faible de... 40 quintaux à l'hectare**.

Les **premières manifestations importantes sont organisées à l'automne 1953**. Un Comité d'Action, désigné par l'Assemblée des fédérations de syndicats d'exploitants agricoles de **18 départements du Centre et du Centre-Ouest**, décide de barrer les routes le 12 octobre et d'arrêter toutes les transactions agricoles. La journée est un succès, mais étroit, car elle a concerné uniquement la question des prix, sans ouverture sur une conception d'ensemble des problèmes économiques et sociaux des campagnes. **Le syndicalisme se transforme, mais incomplètement** car la FNSEA, après l'intermède « socialiste » de Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture après la Libération, est reprise en mains par les anciens de la Corporation paysanne de Vichy, en 1946 (*cf.* René Blondelle), grâce aux céréaliers et betteraviers du Bassin parisien. **Le mouvement syndical n'est pris en mains par les jeunes agriculteurs, souvent formés par les mouvements catholiques, qu'en 1956, avec la fondation du Centre national des Jeunes agriculteurs (CNJA)**, ce qui aboutira aux grandes manifestations bretonnes de 1961, culminant le 8 juin avec l'investissement de Morlaix et de sa sous-préfecture.

J'évoque rapidement **les paysans francs-comtois**, grâce à Jean-Louis Clade ¹, qui a mené une enquête auprès des habitants du village de Neuville-les-La Charité (Haute-Saône), mais l'auteur sort de la monographie, et je complète un peu grâce à Neurey-en-Vaux, lieu de naissance de Claude-François Denecourt, créateur des sentiers de promenade de la forêt de Fontainebleau. On voit bien les divers modernismes : tracteurs, autres engins mécaniques, les plus jeunes agriculteurs modernisent leurs techniques, CUMA, évolution des pratiques religieuses, large ramassage du lait pour produire du fromage, etc.

¹ Jean-Louis Clade, *La vie des paysans francs-comtois dans les années 50*, Horvath, 1988, 184 p.

4°) Avant-gardes culturelles et aventuriers des années 50

Trois avant-gardes surgissent à l'évidence, le Théâtre national populaire (TNP), le cinéma et l'architecture, mais nous nous interrogerons pour savoir s'il n'y a pas d'autres avant-gardes culturelles.

Saint-Germain-des-Prés n'est plus après-guerre le faubourg, ou plutôt le quartier, des artisans et des libraires, c'est une rive gauche par excellence ¹, le mythique lieu de réunion de « plusieurs générations littéraires et politiques qui [partagent] les mêmes lieux, pas les mêmes idées » ², la bande « à Prévert », les **existentialistes *lato sensu*** (car Sartre et Beauvoir n'ont pas lancé cette sorte de « badge »), les communistes, à proximité de certaines des **principales maisons d'édition**, Grasset, Plon, Le Mercure de France, Julliard, Les Éditions de Minuit, Le Seuil et la revue *Esprit*, rue Jacob. Les locaux de la plus célèbre d'entre elles, Gallimard, hébergent *Les Temps modernes* et une forte demi-douzaine de **grandes « plumes »** : Marcel Arland, Roger Caillois, Malraux, Roger Martin du Gard, Paulhan, Raymond Queneau, Vercors. Albert Camus, membre du comité de lecture des *Temps modernes* est même de surcroît locataire rue Séguier de bureaux qu'il a fait aménager en appartement pour sa famille. **L'appartement de Marguerite Duras** (1914-1996), rue Saint-Benoît, est une « ruche » où passent Edgar Morin, Gilles Martinet, Jean-Toussaint Desanti, Merleau-Ponty, Claude Roy, Gilles Martinet et bien d'autres. La revue communiste *Europe*, dont le comité de rédaction assemble Aragon, Éluard, Vercors, mais aussi André Chamson et Louis Martin-Chauffier, a son siège rue Saint-André-des-Arts. **Renouant avec une vieille tradition, artistes et hommes politiques se joignent aux écrivains dans le quartier Saint-Germain** ; depuis l'entre-deux-guerres **les grands cafés**, Flore et Deux-Magots, sont des lieux de « rendez-vous de l'élite intellectuelle », où hommes et femmes de culture ont habitudes et ronds de serviette. Le principal **pseudo « village » de l'élite culturelle**, ce n'est plus dans les années 50 Montparnasse mais, avec un snobisme certain, relayé par les médias et la photographie, le « village » de Saint-Germain, de « Saint-Gé », « une île » disent certains. Un « village » d'homosexuels, voire de communistes, un lieu de débauche et d'ivresse publiques, disent la rumeur sociale, les rapports de police et, parfois, le cinéma ³. Le provincial et le touriste s'y font montrer par l'étudiant de

1 Cf. Herbert R. Lottman, *La Rive gauche. Du Front populaire à la guerre froide*, trad. fr., Seuil, 1981, réédition, coll. « Points », 1984, 560 p.

2 Ariane Chebel d'Appollonia, *Histoire politique des intellectuels en France. 1944-1954*, Complexe, 1991, 2 vol., tome I, p. 101.

3 Cf. É. Dussault, *L'Invention de Saint-Germain-des-Prés*, Vendémaire, 2014, 253 p., qui, à juste titre, signale l'importance des souvenirs de Daniel Gélin, *À bâtons rompus. Mémoires*, Éditions du Rocher, 2000, 400 p.

Sciences-Po ou venu du Boul'Mich', par le garçon de café un brin condescendant, Sartre lisant le journal ou Juliette Gréco haïssant les dimanches. Un gentil microcosme *germanopratin*, au fond, qui démographiquement ne correspond nullement au *baby boom* mais au contraire consacre les générations « de 1905 » et de l'entre-deux-guerres, avec une forte représentation, dans les caves et les clubs surtout, des « classes creuses » devenues de jeunes adultes, traumatisées par la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale a favorisé l'éclosion d'une **notion d'engagement des intellectuels**, préparée par les années 1930, refoulant le « moralisme » à la Julien Benda (1867-1956). Le slogan de *Combat*, « de la Résistance à la Révolution », fait largement consensus et, comme dit ironiquement René Étiemble (1909-2002), « chacun *doit* s'engager ». Beaucoup d'intellectuels se sentent rattrapés par l'histoire, avec des espoirs humanistes, un vent de changement souffle, il atteint l'édition, ce que montre bien le cas des **Éditions de Minuit**, fondées en 1941 par Pierre de Lescure (1891-1963) et Jean Bruller (1902-1991) ¹, auteur sous le pseudonyme de Vercors du célèbre *Silence de la mer*, sorti en 1942. Le **désir de changement concerne aussi le journalisme et provoque la naissance du *Monde* et de *Combat*.**

Qu'est-ce qui fait la **modernité**, tant vantée sur le moment et par la suite, *d'Europe n° 1*? D'abord le **contexte technique** ou, si l'on veut, les coïncidences, des Trente Glorieuses : la naissance de la station coïncide avec le surgissement de trois inventions, le magnétophone portable (à bande) Nagra, qui donne à partir de 1955 de l'autonomie aux reporters, grâce à ses piles et malgré son poids, le « transistor » qui favorise l'écoute de la radio individuellement et en mouvement, enfin le disque microsillon, économique, fiable et de qualité, orienté vers la rediffusion d'œuvres musicales ².

Deuxième élément de modernisme et d'originalité d'*Europe n° 1* par rapport aux radios concurrentes, **Maurice Siegel**, venu de *France-Soir* et directeur de l'information pendant près de vingt ans ³, modifie le **style des journaux parlés** : un ton moins compassé à l'antenne, les journalistes viennent eux-mêmes présenter leurs papiers, la liberté d'expression vis-à-vis des hommes politiques, ce qui provoque moult protestations, des flash infos, la rapidité d'intervention et de diffusion, des radio-reportages dont certains sont des *scoops*, des éditoriaux (Georges Altschuller, Claude Terrien...), des magazines, etc. La station se donne **une grande liberté dans le choix des musiques**, elle

¹ Biblio. : Anne Simonin, *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission*, IMEC, 1994, 596 p., réédition, 2008, 509 p.

² Lire le chapitre 3, « Les Trente Glorieuses du microsillon (1945-1982) », de Ludovic Tournès, *Du phonographe au MP3. XIXe-XXIe siècle. Une histoire de la musique enregistrée*, Autrement, 2008, 162 p.

³ D'où le titre de ses mémoires, M.Siegel, *Vingt ans ça suffit ! Dans les coulisses d'Europe n° 1*, Plon, 1975, 313 p.

diffuse ainsi abondamment Georges Brassens, y compris ses chansons « osées » repoussées par les radios traditionnelles.

Des industries culturelles naissent, ainsi que des usages modernes de la culture : médias renouvelés, culture pas si « américanisée » que cela, « publications destinées à la jeunesse », nouveaux éditeurs et nouvelles collections, une presse nouvelle, fille de la Libération et l'on consomme de la culture. Il faudrait évoquer également **l'explosion de vitalité religieuse des années 50**. Au moins pour les organisations catholiques, les temps sont ceux d'une véritable « explosion de vitalité », expression que René Rémond employait souvent en cours et en séminaire. C'est aussi la continuation, peut-être le culmen de **l'engagement des catholiques**, ce que montrent bien les exemples évidents d'un René Rémond et de François Mauriac. Les **commissions diocésaines d' « art sacré » (comme celle de Besançon, très dynamique 1)** font bouger les lignes, aidés par le renouveau artistique des années 50.

Concluons avec Georges Bayard (1918-2004), qui signe en 1957 chez Hachette son contrat pour **la série des Michel**, en « Bibliothèque verte » 2. Les premiers titres sortent à partir de l'année suivante, **deux en 1958** (*Michel mène l'enquête*, *Michel et la falaise mystérieuse*), **deux en 1959** (*Les étranges vacances de Michel*, *Michel fait mouche*), rythme qui sera conservé jusqu'en 1965. **Dans Michel et la falaise mystérieuse « Martine, jeune fille de quinze ans**, part seule avec un bellâtre inconnu, et même suspect, qui a une voiture de sport et qui conduit sans avoir bien assimilé les conseils de la sécurité routière ». Dans *Michel et la falaise mystérieuse* **la grève des transports publics de 1953**, qui gêne beaucoup pour rentrer de Grande-Bretagne (comme elle a gêné ma sœur aînée...) est la racine de l'intrigue. Dans *Michel mène l'enquête* il y a des **plans de sous-marin atomique**, et dans *Les étranges vacances de Michel* les dangers de **la radioactivité** tiennent une place centrale. Dans *Michel fait mouche* ce sont les travaux du **tunnel de la Manche** qui tiennent le haut du pavé.

1 Longuement analysée dans F.Caussé, *La revue L'Art sacré. Le débat en France sur l'art et la religion (1945-1954)*, Le Cerf, 2010, 683 p., pp. 338-411.

2 Biblio. : Michel Forcheron, « Michel » de Georges Bayard. *Une série emblématique des Trente Glorieuses*, Éditions Coëtquen, 2013, 297 p.

II. Des « années grises » quand même ?

1°) L'ombre grise de la guerre

La Seconde Guerre mondiale laisse une ombre noire épandue sur la France, comme sur nombre de nations européennes, un traumatisme d'après apocalypse constitué de ruines, de multiples servitudes matérielles, d'épuration, officielle ou sauvage : les « tondues » de la Libération et les problèmes sanitaires, sans parler de la simple hygiène de base, sont aussi des réalités essentielles. La **joie, de courte durée, a été celle des Français libérés à l'été 1944 ; la victoire du 8 Mai est désenchantée, amère, « salie de crimes », comme dit de Gaulle**, et elle bute sur les réalités traumatiques et difficiles du moment.

Une nation et des habitants épuisés, dans la grisaille de la fin des années 40. Certes moins qu'en Allemagne, l'année 1945 est quand même pour la France « **l'année zéro** » ¹. Malgré sa victoire et les espoirs de la Libération, la nation gît dans l'ombre grise, l'« empreinte persistante de la guerre » ², lourde de cinq ou six longues et noires années. La population et le capital de la France, sous toutes les formes, sont réduits, vieillis et les chocs émotionnels sont encore intenses. C'est pourquoi de nombreux témoignages font une comparaison entre un 11 Novembre 1918 joyeux et un 8 Mai 1945 triste et désenchanté. À la Libération, qui n'intervient qu'en 1945 pour une portion du territoire français, les habitants de la France sont **affaiblis physiquement** ; pendant la fin des années 1940 leur apparence biologique est celle de la maigreur, de la petite taille, voire du rachitisme, s'alarment à juste titre les médecins. Le relèvement de la courbe des naissances à partir de 1946 — et non de 1942 comme il a été dit et répété à tort — se produit dans ce **contexte physiologiquement original** et très différent de celui d'après la Grande Guerre. Dès la fin de 1945, **des associations créent des cimetières**, à l'instar de l'Amicale des Pionniers et Combattants volontaires du Vercors. Ces cimetières-nécropoles comportent de nombreuses plaques et inscriptions appelant au souvenir ; certains monuments funéraires peuvent abriter un « maquisard inconnu ». **Ce n'est qu'en 1954 qu'est instaurée une journée de la Déportation**, retard typique de l'« oubli » à moyen terme de la déportation.

Le **bilan matériel de la Deuxième Guerre mondiale est catastrophique** pour la France. La guerre a ravagé beaucoup plus de départements que pendant la Première Guerre (près de 80, contre 13 en 1914-1918). Les **problèmes de logement** sont dramatiques, le pays

¹ Hubert Bonin, *Histoire économique de la France de 1880 à nos jours*, Masson, 1988, 335 p., p. 55.

² Intertitre de J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au vingtième siècle*, Fayard, 1990, 365 p., réédition, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 1996, 592 p., p. 259.

a perdu 40 % de son **appareil productif** et son niveau de production industrielle s'est écroulé : il ne représente en 1944 que 40 % de celui de 1938 et seulement la moitié en 1945, ce qui correspond à peu près à la production industrielle de la France de la fin du XIXe siècle ! **Déjà affaibli par la crise des années 1930, le pays sort de l'Occupation ruiné.**

La fin des années Quarante, c'est encore le quotidien bouleversé, par la guerre, c'est la poursuite du temps des pénuries, des privations, du rationnement, des « restrictions », de l'inflation, du système D, comme pendant l'Occupation. Une expression courante s'impose, « l'empire du quotidien », qui pèse sur la grande majorité des Français. En plus, la France subit, comme tous les pays d'Europe occidentale, à la fin des années 40, la malchance de mauvaises conditions climatiques répétées. Pour des raisons atmosphériques mais aussi à cause de l'appauvrissement des sols, du manque d'engrais et de moyens mécaniques (les tracteurs ne sont en vente libre qu'à partir de 1948), les récoltes de la fin des années 1940 sont médiocres ou mauvaises. La vie, en cette fin de décennie 40, est « toujours assiégée de servitudes », « dominée par la satisfaction des besoins élémentaires », selon les excellentes expressions de l'ouvrage *Les Français au quotidien* **1**.

Dès l'automne 1944 l'**inflation** du temps de l'Occupation s'accélère et elle va durer plusieurs années **2**. Les pénuries d'un côté, le gonflement des disponibilités monétaires des Français de l'autre, provoquent en effet une inflation galopante (de 38 % en 1945), qui alimente un mécontentement chronique et un profond ressentiment des citoyens contre les ruraux accusés de profiter de la situation. C'est le mythe des « lessiveuses » de paysans pleines de billets, qui fait oublier les colis reçus en ville pendant la guerre ! Les salaires doivent être réévalués dans la précipitation **et un cercle vicieux s'instaure** : toute hausse des prix aboutit à une hausse des salaires qui à son tour nourrit la hausse des prix... « La course contre une inflation galopante dévore alors l'enthousiasme des gouvernants et pousse les Français à poursuivre la recherche de solutions d'appoint, bref à développer encore le système D. » **3**

Libérer le territoire, c'est aussi le libérer de ses projectiles non explosés et de ses mines, grâce aux prisonniers allemands très souvent, mais aussi à la débrouille personnelle **4**.

1 É.Alary, G.Gauvin & B.Vergez-Chaignon, *Les Français au quotidien. 1939-1949*, Perrin, 2006, 605 p., réédition, 2009, coll. « Tempus », 605 p., titre du chap. 22 et début de la conclusion.

2 Le maître livre sur l'inflation sous la IVe République est celui de Michel-Pierre Chélini, *Inflation, État et opinion en France de 1944 à 1952*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998, 672 p.

3 É.Alary, G.Gauvin & B.Vergez-Chaignon, *Les Français au quotidien. 1939-1949*, op. cit., p. 484.

4 Biblio. : Danièle Voldman, *Attention Mines... 1944-1947*, France-Empire, 1985, 190 p., et *Le déminage de la France après 1945*, Odile Jacob, 1998, 184 p., réédition du précédent titre ; F.Théofilakis, *Les Prisonniers de guerre allemands. France 1944-1949*, Fayard, 2014, 762 p.

L'éradication en est vite confiée au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), par le biais d'un service dirigé par l'ingénieur général Yves Georges Thépot (1887-1960) et le grand résistant Raymond Aubrac ¹. Trois mille démineurs civils sont sans difficultés recrutés au début, puis, en contradiction avec la convention de Genève, mais, en application assez casuiste des termes de la capitulation sans conditions allemande et malgré les réticences initiales de ses alliés, la France utilise environ 50 000 prisonniers de guerre allemands au total. Des accidents ont lieu, comme on pouvait le craindre : 471 démineurs civils et 1 709 prisonniers trouvent la mort. Mais, finalement, le déminage est en France terminé pour l'essentiel en 1948, soit plus tôt que prévu.

2°) Une France encore largement rurale : les archaïsmes ruraux

La société française des années 50 est encore largement rurale. Certes la population urbaine a dépassé, de peu, la population des campagnes au recensement de 1931, mais la crise française des années 30 et la Seconde Guerre mondiale ont ralenti le phénomène et **en 1954** le recensement fait apparaître que la France rurale pèse encore **43 % de la population totale** ! Cette population rurale est **de beaucoup encore paysanne** (36 % de la population active en 1936 encore) et ces paysans **comptent de moins en moins dans l'économie des Trente Glorieuses**. Leur **niveau de vie s'abaisse** par rapport au reste de la société quand, avec le retour de la paix et surtout des productions importantes, les prix agricoles cessent d'être élevés, ce qui gêne fort les paysans.

Les céréales et les autres produits de la terre sont le fruit d'un **travail paysan encore traditionnel** dans de nombreux cantons : la France reste une terre de ruralité, avec beaucoup d'« ouvraison » manuelle ², d'emploi de bêtes de trait, de travailleurs agricoles, et l'agriculteur des années 50 reste un paysan soumis au rythme des saisons et qui vend sur les marchés. On rentre encore **les foins** à dos d'homme dans bien des cantons, notamment en montagne, et les cousins partis à la ville reviennent « faire les foins » pour leurs congés payés, par exemple en Haute-Maurienne. Comme l'a noté Armelle Oger ³, beaucoup de Français prennent de — brefs — congés payés en allant, en « retournant », dans la famille, à la campagne, au moins en théorie pour aider aux travaux des champs. De nombreux petits Français du *baby boom* vont passer une partie de leurs **vacances scolaires**, après la distribution des prix (le 14 juillet ou la veille) chez leurs grands-parents qui vivent encore largement comme avant-guerre.

¹ Raymond Samuel, 1914-2012.

² La « saine virilité du labeur paysan » d'Édouard Lynch, *Les fermes d'autrefois*, France-Loisirs, 2006, 184 p., p. 52.

³ Armelle Oger, *C'était comme ça en France... : 1945-1975, les Trente Glorieuses*, Gründ, 2013, 240 p., pp. 76-77.

Claude Taudin a même publié en 2008 un roman dont le titre et le sous-titre évoquent joliment, pour faire revivre le « paradis perdu », ces « trois mois de vacances » **1** : vacances, batteuse, senteurs, meules et gerbes, aire de battage, etc. La vision de ce monde rural par les contemporains comme par les auteurs postérieurs a aussi pour charge de faire à tout prix **oublier la ferme 1940 de *Jeux interdits***, le film de René Clément (1951), ses paysans claniques, arriérés et atroces et ses enfants à l'imaginaire morbide et franc...

L'extrême, qui va marquer une génération de géographes au moins, est constitué par bien des fermes du Massif central, par exemple la ferme rouergate du film *Farrebique* (1946), de Georges Rouquier (1909-1989). Elle et d'autres montrent une vie rurale encore marquée par la vétusté de l'habitat, l'obsolescence des méthodes de travail, le travail à bras sans répit, le nombre encore important dans les années 50 des domestiques agricoles et des servantes de ferme **2**, l'utilisation de la force de travail et de la docilité des chevaux voire des bœufs, la longueur des déplacements pédestres indispensables aux adultes et aux enfants, le travail des enfants et des adolescents, les traditions, les rites, religieux et autres. Ce sont des formes de vie qui ressemblent étroitement à celles des années 20. Les routes et chemins vicinaux ont peu progressé dans l'entre-deux-guerres et l'électrification ne concerne pas encore toutes les campagnes à la Libération, tant s'en faut. Le café est toujours le « creuset du lien social exclusivement réservé à l'ethnie mâle » (Armelle Oger) **3**, et il fait souvent en plus coiffeur, épicerie et pompe à essence. Le commerce alimentaire est renforcé par le passage des marchands en camionnette, mais le lait et le beurre sont à chercher « à la ferme » pour les ruraux non paysans. Le monde rural a peu recours au crédit, l'autoconsommation est encore très fréquente et elle a sans doute, malgré le marché noir, été développée pendant l'Occupation. Insistons sur le retard des logements ruraux qui en 1954 n'ont l'eau que dans 28 % des cas (France entière : 58 %), les WC intérieurs dans 13,5 % des logements (France entière : 26,6 %) et une baignoire ou une douche dans 4,8 % des cas (France entière : 10,4 %). Toutefois le tableau ne doit pas être noirci comme si *Farrebique* concernait la France entière et toutes les années 50 : en 1954 toujours, les logements des communes rurales ont l'électricité à hauteur de 90,5 %, ce qui n'est pas loin du pourcentage national (93 %), les WC sont à l'extérieur du logement dans les deux tiers des cas exactement mais la moyenne nationale est de

1 Claude Taudin, *Trois mois de vacances dans les années 50 (La batteuse... la colo...)*, Brive, Éditions Encre Violette, 2008, 200 p.

2 Cf. Pierre Piégay, *Domestiques agricoles et servantes de ferme dans les sociétés paysannes. De 1900 aux années 1960*, L'Harmattan, 2007, 306 p.

3 Armelle Oger, *C'était comme ça en France... : 1945-1975, les Trente Glorieuses*, Gründ, 2013, 240 p., p. 77.

59,8 % ; quant au taux d'équipement en téléphone il est presque aussi faible à la campagne (6,1 %, France entière : 8 %).

Tout ceci est excellemment montré par quelques **très bonnes monographies départementales, par exemple celle de la Mayenne de Jean Steunou** ¹, un département rural, ancienne terre d'émigration qui connaît elle aussi le *baby boom*. Le monde agricole s'y transforme, mais pèlerinages et rogations continuent, le département se réindustrialise, le secteur tertiaire apparaît, la consommation des ménages s'améliore, toutefois le chômage est important, l'exode rural reprend, le problème des salariés âgés est aigu, la carte des régions-programmes apparaît aberrante et... les méfaits des Trente Glorieuses sont dénoncés. Dans un **roman assez inspiré de *La guerre des boutons* et des *Disparus de Saint-Agil*, Jacques Cousin évoque la même Mayenne des années 50** ⁽²⁾. Les traditions y continuent : vie rurale, battage, école de village (celle de l'auteur, instituteur de son état ?), percherons, faux château, cérémonie aux monuments aux morts, bal du 14 Juillet, concours de pêche, parties de belote, clique municipale, facteur à bicyclette... Toutefois le village de Bouillé n'est pas « si tranquille » : déchristianisation et médicalisation sont en marche, la première voiture pointe son capot, mais c'est une bonne vieille B14 d'occasion...

Un grand exemple canonique est celui de Nouville, une commune rurale de 594 habitants, normande et pauvre de Seine-Maritime (alors Seine-Inférieure, le changement d'appellation est de 1955), étudiée en 1949 et 1950 par une équipe de jeunes ethnologues ³. Ils découvrent l'isolement des habitants, leur méfiance vis-à-vis des « horsains », leur hostilité au remembrement possible d'un village où l'on pratique encore à la fois la culture et l'élevage. Mais il y a encore à Nouville une petite industrie — deux verreries, paternalistes — et des artisans. Les accouchements s'opèrent à domicile, avec le recours éventuel à la matrone ; la pratique religieuse est conformiste et assez faible, et le baptême est tardif. Il est difficile de faire accepter par les familles l'hygiène à l'école, les filles sont sévèrement surveillées, cependant il y a six lecteurs de *L'Humanité*. Parmi les « héros » cités par les habitants, le général Leclerc arrive en premier (j'ajoute qu'il est presque de la région...), 80 % des ménages ont la radio, le « poste » le plus écouté étant l'incontournable Radio-Luxembourg.

1 Jean Steunou, *Les Trente Glorieuses en Mayenne. Évolution économique et sociale d'un département de l'Ouest entre 1945 et 1975*, Archives départementales de la Mayenne, 2005, 168 p.

2 Jacques Cousin, *Un village pas si tranquille ! En Mayenne dans les années 50*, Éditions du Petit Pavé, 2011, 269 p.

3 Lucien Bernot & René Blancart, *Nouville, un village français*, Paris, Institut d'Ethnologie, 1953, 447 p., réédition, Éditions des archives contemporaines, 1995, 447 p.

Autres monographies très intéressantes, celles dues aux recherches menées par ou sous la direction de Laurence W.Wylie (1909-1995), d'abord en 1950 dans le village de Roussillon, *alias* Peyrane, dans le Vaucluse 1 : un « village agricole » en hauteur dont les habitations glissent vers la vallée, de faibles revenus familiaux, un très grand nombre d'artisans et de commerçants, de très nombreuses personnes âgées, dits « vieillards » à l'époque, beaucoup de chevaux, quelques vieilles voitures, un mineur d'ocre, l'importance de la chasse... La deuxième est légèrement postérieure, celle d'une enquête américaine menée de 1957 à 1965 par une équipe dirigée par le même Laurence W.Wylie à Chanzeaux, en Anjou, au sud-ouest d'Angers 2. Ce village bocager des Mauges, encore elles, à la structure foncière très diversifiée, orienté vers l'élevage et le vignoble montre un catholicisme de « post-Vendéens » adapté à l'apogée « pré-conciliaire », la mécanisation, le « malaise agricole », l'exode rural...

Michel Debatisse (voir plus haut) publie en 1963 (3) *La révolution silencieuse*, qu'il sous-titre *le combat des paysans* : le premier témoignage du livre, pages 21 et suivantes, est celui d'une **jeune fille de l'Isère** (20-22 ans) qui travaille en 1950 dans une petite exploitation de 9 hectares, qui fait vivre cinq personnes, de la même famille. La polyculture est obligée, avec un peu d'élevage, comme dans la ferme des parents de Michel Debatisse... Plus loin, Debatisse note « le capital oppressant », la cohabitation des générations, le retard à l'installation des jeunes, les difficultés de leur formation, etc.

Marie-Thérèse Lacombe, qui a été agricultrice à Combaluzet, constate pour l'Aveyron 4 que « En Aveyron, rien n'a changé depuis des années sur ces exploitations. Les structures sont très petites. En 1950, 17,3 % ont moins de cinq hectares, 22,9 % ont de cinq à dix hectares et 28,5 % ont de dix à vingt hectares. À part l'arrivée de l'électricité en 1929 pour les premiers — certains attendront 1949 — le mode de culture et le mode de vie n'ont pas varié ! » Les femmes font des travaux d'hommes et grande est l'importance de la cellule familiale : « La famille était mon seul univers. Je l'aimais et, en même temps, je la détestais. Mon travail consistait à fabriquer, à faire pousser, à élever tout ce dont les membres de la famille avaient besoin. » Elle ajoute l'autorité paternelle, la dépendance des femmes et des filles vis-à-vis des hommes, le poids de la routine,

1 Laurence Wylie, *Un village du Vaucluse*, trad. fr., Gallimard, 1957, réédition, 1979, 432 p. L'auteur revient en 1959 et, bien sûr, constate des progrès...

2 Laurence Wylie et alii, *Chanzeaux, village d'Anjou*, Gallimard, 1970, 494 p.

3 M.Debatisse, *La révolution silencieuse, le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 275 p.

4 M.-T.Lacombe, *Pionnières ! Les femmes dans la modernisation des campagnes de l'Aveyron de 1945 à nos jours*, Éditions Rouergue, 2009, 192 p.

l'exode rural, avec le cas particulier de l'exode rural féminin. Plusieurs générations cohabitent sous le même toit, insiste-t-elle 1 :

« Cette façon de vivre en famille, à plusieurs générations sous le même toit, engendre un mode de vie particulier, propre au milieu agricole, très répandu dans le Massif central et le Sud-Ouest de la France. [...] Depuis des générations, la vie familiale s'organise ainsi autour d'une maison, de quelques hectares de terre. »

Nous retrouvons les paysans francs-comtois, toujours d'après Jean-Louis Clade 2 : Nouvelle-les-La Charité et Neurey-en-Vaux, que j'ajoute à nouveau (Haute-Saône), offrent des traits d'archaïsme, bœufs de trait, remplacés par des chevaux, techniques ancestrales (fenaison et moisson à l'ancienne, etc.), encore de la vigne et des jardins, tas de fumier devant les maisons, droit d'affouage, fêtes traditionnelles comme la Sainte-Catherine, la fête du porc, etc.

3°) Ombre de la guerre et persistance d'une « vieille France » culturelle

Malgré sa victoire et les espoirs de la Libération, la nation culturelle gît aussi dans l'ombre grise de la guerre, lourde de cinq ou six longues et noires années. Pour longtemps, dans les mentalités, même celles des enfants, **l'ombre portée de la guerre s'étend et pèse**, ce que montrent à l'envi les films « de guerre » et les jeux de cours de récréation, la presse, et même **l'affaire Dominici**, cette liste n'étant pas exhaustive... Mythologie héroïque mais bientôt bataille de mémoire cinématographique, surtout entre gaullistes et communistes ! Plus de trente fictions et documentaires consacrés à la Résistance tiennent le haut de l'affiche entre la Libération et 1946, la production étant lancée d'abord par le Comité de Libération du Cinéma français (CLCF) et le Service cinématographique de l'Armée (SCA) puis par l'ensemble du monde du cinéma, épuré (mal) et soumis à la pénurie. 3

Le public voit **au cinéma** des films montrant le « vrai visage » des résistants, comme *La Libération de Paris*, *La Bataille du rail*, deux fois primé au Festival de Cannes de 1946 et pour lequel l'administration des Domaines sacrifie un train entier, capturé à Chagny (Saône-et-Loire) par la Première Armée française, des films tels *Au cœur de l'orage* et des images de la bataille de France comme dans *Six Juin à l'aube* (1946 et 1949). Mais ces œuvres « témoignent exemplairement de la **réécriture du passé** mise en œuvre par

1 *Idem*, pp. 88-98.

2 *La vie des paysans francs-comtois dans les années 50*, op. cit.

3 S.Lindeperg, *Les écrans de l'ombre. La seconde guerre mondiale dans le cinéma français, 1944-1969*, CNRS, 1997, 444 p., réédition dans la coll. « Points », 2014, 570 p., p. 21. Nous suivons ce remarquable livre pour tout ce passage.

les autorités françaises à la fin du conflit. » Elles sont marquées par le souci du « rang » gaullien de la France et de son armée, par la réhabilitation de la Marine, la débâcle de Dunkerque étant totalement esquivée jusqu'en 1960, et **la Seconde Guerre mondiale est insérée dans la « guerre de trente ans » de De Gaulle**. Le cycle cinématographique de 1944-1946 sur la Résistance montre également la fameuse **synthèse « pétaino-gaulliste »** du film *Le Père tranquille*. **La Grande Illusion** de Renoir ne peut ressortir, en 1946, qu'avec trois coupures importantes, la principale étant la brillante scène où Gabin prend dans ses bras Dita Parlo, bel et bien allemande, qui joue le rôle de la paysanne 1. Une nouvelle ère cinématographique est annoncée dès 1946 par *Les Portes de la nuit* de Carné, éreinté sur le moment par la critique. Les **rare évocations de prisonniers de guerre** disparaissent bien vite 2, avant de réapparaître dans les années 60. **Dès 1947 la Résistance s'évanouit de la filmographie française, jusqu'au retour au pouvoir de De Gaulle, la Guerre froide et les divisions politiques changent la donne artistique**, le temps produit en matière de films de guerre un effet de décantation et il n'y a plus qu'une trentaine de productions entre 1947 et 1957 à évoquer la Seconde Guerre mondiale. Le Vercors et *Le Grand Cirque* (1950), inspiré du livre de Pierre Clostermann 3, deviennent pommes de discorde, *Deux de l'escadrille* (Maurice Labro, 1953) s'essaie au vaudeville et Jean-Pierre Melville (*Le Silence de la mer*, 1949) est bien isolé 4. **Claude Autant-Lara (1901-2000), mis à l'index à la Libération pendant trois ans, réalise *La Traversée de Paris* (1956), qui est plébiscité par le public, encensé par la critique**, cependant avec des raisons très hétérogènes et des raisonnements parfois fort discutables, ainsi de la part de Georges Sadoul 5 qui se fonde sur le compagnonnage momentané d'Autant-Lara avec le PCF ! ***Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais (la même année 1956) suscite, à cause de la censure de la « scène du gendarme » du camp de Pithiviers, un scandale multiforme et salutaire**. Le film avait été commandé à l'occasion du dixième anniversaire de la libération des camps par le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale et il heurte le mythe, né de l'impératif de la réconciliation nationale, d'une France unanimement résistante, trahie par une clique de collaborateurs. Resnais (1922-2014) qui, sans doute, ne s'était même pas aperçu de la présence du képi scandaleux, est en réalité puni pour un film précédent et clairement anticolonialiste, réalisé avec Chris Marker 6, *Les statues meurent aussi* (1953). ***Nuit et***

1 Grethe Gerda Kornstädt (1908-1971). Elle est internée, de camp en camp, entre 1944 et 1946, et ne bénéficie d'un non-lieu qu'en 1949.

2 Cf. É. Gayme, « Le prisonnier de guerre français de la Seconde Guerre mondiale au cinéma : une popularité tardive et brève », dans L. Bantigny, A. Benain & M. Le Roux dir., *Printemps d'histoire. La khâgne et le métier d'historien. Pour Hélène Rioux*, Perrin, 2004, 375 p., pp. 200-209.

3 Sous-titré *Souvenirs d'un pilote de chasse français dans la R.A.F.*, Flammarion, 1948. Clostermann : 1921-2006.

4 De son vrai nom Jean-Pierre Grumbach (1917-1973), c'est un authentique résistant.

5 1904-1967. Critique présenté longuement et finement dans A. De Baecque, *La Cinéphilie. Invention d'un regard, histoire d'une culture. 1944-1968*, Fayard, 2003, 406 p., *passim*.

6 Christian Bouche-Villeneuve, 1921-2012.

brouillard est retiré de la compétition du Festival de Cannes en 1956, essentiellement parce que le ministre Maurice Lemaire, qu'on a connu plus courageux, encouragé par des rivaux de Resnais, veut ménager l'Allemagne, à l'heure de la construction européenne balbutiante ¹ ! La palme d'or cannoise de l'année récompensera *Le Monde du silence*, de Jacques-Yves Cousteau (1910-1997) et Louis Malle (1932-1995) ...

Le conflit clos en 1945 étend ombres noires et séquelles sur la mentalité culturelle des Français, mais il n'y a pas à moyen terme de véritable commémoration de la Seconde Guerre mondiale. Qu'y a-t-il en matière de mémoire ? Rappelons et poursuivons la présentation des premiers temps du « devoir de mémoire » du second conflit mondial ² : deux organisations naissent au printemps 1945, l'Amicale d'Auschwitz et l'Association des anciens déportés juifs de France, grand est le rôle de l'historien Henri Michel (1907-1986), mais la Journée nationale de la Déportation n'est instituée qu'en 1954. Cependant il faut tenir compte du lectorat du Goncourt 1945, attribué à Jean-Louis Bory (1919-1979) pour *Mon village à l'heure allemande*, et de celui de 1949, décerné à Robert Merle (1908-2004) pour *Week-end à Zuydcoote*.

Une dernière (?) ombre de la Seconde Guerre mondiale reste à examiner, en prenant davantage de recul : pour des raisons démographiques, le lectorat n'est-il pas vieilli et cela n'entraîne-t-il pas la persistance d'une « vieille France » culturelle ? Les centaines voient d'ailleurs leur nombre augmenter : de deux centaines (?) en 1950, ils passent à 977 en 1960 : admirons d'ailleurs le passage de l'approximation (compréhensible) à la précision, technocratique et assez ridicule ! S'il en est ainsi c'est que les « seniors » des années 50 sont assez nombreux et que les « juniors » en capacité de lire, nés du *baby boom* d'après 1946, rappelons-le, ne le sont pas encore beaucoup. De surcroît, assez grande est la crainte de l'« invasion » des « J3 » et de leur chômage, thème journalistique fréquent et les jeunes ne sont-ils pas, pour les adultes, « une nouvelle classe dangereuse », menant le pays des J3 aux blousons noirs : c'est le chapitre IV de la thèse remaniée de Ludivine Bantigny ³, qui souligne les exagérations médiatiques de l'époque, ahurissantes pensons-nous.

La France, dans le domaine culturel aussi, est pétrie de traditions, elle est une société de « gens » modestes, simples, une société où domine une vie de « ménage », de « foyer », avec la « ménagère » à la cuisine et sur le chemin de l'école deux ou quatre fois par jour, l'homme dans la sphère publique. Y aurait-il des *fifties* à la française dans l'ordre

¹ Cela n'empêchera pas Resnais de signer le « Manifeste des 121 » !

² O.Lalieu, « L'invention du *devoir de mémoire* », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2001, pp. 83-94.

³ Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Fayard, 2007, 498 p.

culturel ? En première approximation cette France ne s'américanise pas et le slogan publicitaire « Véricoud, c'est si bon » est bien *franchouillard*, comme est rurale et provinciale la gentille critique de l'américanisme dans *Jour de fête*.

La fin des années 40 voit le passage de l'ombre d'une guerre mondiale au spectre d'un conflit nucléaire et universel : **désormais plane sur la culture française l'ombre de la Guerre froide**. Elle s'étend sur les rassurantes traditions culturelles françaises et les renouvelle, mais elle a besoin de temps, dans l'immédiat.

Nous retrouvons, pour terminer cette deuxième partie, **Georges Bayard** (1918-2004), toujours avec deux titres en 1958 (*Michel mène l'enquête*, *Michel et la falaise mystérieuse*), et deux en 1959 (*Les étranges vacances de Michel*, *Michel fait mouche*). Forcheron ¹ fait une analyse thématique des romans et les **quatre premiers titres révèlent bien la bonne éducation du héros, élève de troisième à Corbie** (le village picard d'origine de Georges Bayard, qui est PEGC dans la banlieue sud de Paris), **un monde largement rural, limité à la Somme pour les quatre premiers romans**, inévitablement manichéen, **sans guère de Trente Glorieuses** (Corbie, qui a une place centrale dans *Michel mène l'enquête*, n'est guère concernée par le progrès économique des années 50), « socialement correct ». **L'arrière-plan est catholique, on va à la messe, dans des romans écrits en bon français, avec une bonne dose de didactisme et de morale**, le vélomoteur n'apparaîtra que dans les titres des années 60, c'est un des rares traits de changements dans la série, qui se termine encore largement, à l'initiative de Hachette, sans doute lassé, dans une France faisant penser aux années 50 (*Michel fait surface*).

¹ *Op. cit.*

III. Une décennie ambigüe

La deuxième moitié des années 50 ne peut plus s'appeler rattrapages et continuation de la reconstruction, mais, débouchant sur les années 60 (1), « croissance soutenue », comme titrent plusieurs manuels universitaires, records, plein emploi, croissance industrielle, *baby boom*, société de consommation, OCDE (voir plus haut) et « grandes réalisations », dont de Gaulle fait pour la première fois l'éloge public lors de son voyage dans le Sud-Ouest (février 1959) et qui fleurissent dans les magazines et les timbres-poste à grand format.

1°) Croissance, défauts et critiques

a) La fameuse « croissance »

Après le mitan des années 50 la période est caractérisée par une très forte croissance et la maturité d'une France citadine, rajeunie, industrialisée et post-coloniale, fors l'exception, notable, de l'Algérie. Est-on pour autant dans un « **cercle vertueux** » de la **croissance** ? La nation de 1954-1955 donne une impression de croissance forte, qui sort le pays de la pénurie et de la période de reconstruction. Mais **la France n'a pas le monopole de la croissance forte**, c'est l'Europe occidentale tout entière qui est entraînée dans un **vaste mouvement d'expansion**, ce que remarque dès 1954 *Le Bulletin économique pour l'Europe* des Nations Unies 2.

Le livre de John Ulric Nef (1899-1988), *La Naissance de la civilisation industrielle et le monde contemporain* 3 est bien accueilli en France, il permet de réinterpréter la Révolution industrielle ; tout le monde lit la traduction française (1955) de *La Révolution industrielle* de l'anglais Thomas Southcliffe Ashton (1889-1968), qui souligne l'importance des conditions préliminaires autres que le progrès technique et accroît donc l'optimisme. D'ailleurs la **notion de Révolution industrielle est à la mode dans les années 50**, certains se risquent à dire que l'on vient d'entrer dans la **Troisième Révolution industrielle**, d'autres, plus rares, font une comparaison, osée, entre les années 50 du XXe siècle et celles du Second Empire ou prétendent que la révolution industrielle française ne fait que commencer dans les années 1950 ! Nul étonnement devant l'irruption du productivisme dans le monde politique, y compris chez des

1 De cette manière les Trente Glorieuses ne seraient plus que vingt, telles qu'elles sont comptées dans le magnifique, nostalgique et humoristique album bien commenté, *Les Vingt Glorieuses*, de Bernard Chambaz et Paul Almasy, Seuil, 2007, 257 p.

2 Cité dans *Le Monde* du 8 décembre 1954.

3 Armand Colin, 1954, 249 p.

politiciens qui ne sont pas chefs de gouvernement, comme Robert Buron (1910-1973), ancien vichyste et résistant à la fois, secrétaire d'État MRP aux Affaires économiques à six reprises, qui s'exprime en termes de « mentalité nouvelle » et d'« esprit technique »¹. Buron multiplie d'ailleurs les articles sur les États-Unis, leur « dynamisme », le « caractère empirique » de leur capitalisme et sur les « missionnaires français aux U.S.A. »².

b) Fourastié

Jean Fourastié (1907-1990), élève du collège oratorien de Juilly puis Centralien, d'abord statisticien des assurances, membre du cabinet d'Yves Bouthillier à Vichy, mais aucunement engagé dans la Révolution nationale devient dans les années 50 un grand penseur de l'économie et il sera plus tard le père de l'expression de « Trente Glorieuses ». Son premier ouvrage, un « Que sais-je ? » de 1945, *L'Économie française dans le monde*, annonce son futur « Que sais-je ? » sur *La Productivité* par le chapitre II (« Le rendement du travail humain et l'énergie mécanique ») et un autre par le plan suivi, par secteurs de la population active. *L'Économie française dans le monde* a de bonnes critiques et Jean Monnet demande dès 1945 à Fourastié de rejoindre son « club des optimistes » (le commissariat au Plan, il s'y occupe de productivité et fait plusieurs missions aux États-Unis). Bénéficiant de plusieurs rééditions, *L'Économie française* est abondamment utilisée par de nombreux manuels de géographie des années 50 et 60...

Le grand public est visé par *La civilisation de 1960*, « Que sais-je ? » de 1947 au titre calqué sur un titre de Colin Clark, qui avait été pour lui une véritable découverte, grâce à Robert Marjolin ; c'est un très gros succès, réédité en 1982 sous le titre *La civilisation de 2001* et Fourastié le qualifiera de « livre principal » dans les rééditions de son « Que sais-je ? » sur *La Productivité* (introduction).

La même année 1949 Fourastié s'adresse à nouveau au grand public dans *Le Grand Espoir du XXe siècle. Progrès technique, progrès économique, progrès social*, qui sera tiré à plus de 300 000 exemplaires au total et bénéficiera de plusieurs traductions et rééditions (la dernière par sa fille Jacqueline, chez Gallimard, en 1989). Il calque le titre sur celui de Mounier (*La Petite Peur du XXe siècle* 3), souligne le rôle majeur du progrès technique, reconnaît explicitement l'influence de Colin Clark et de ses trois secteurs de

1 Cité par Régis Boulat p. 90 du livre collectif critique *Une autre histoire des Trente Glorieuses* (La Découverte, 2013, 309 p., ouvrage réédité au format de poche en 2015, 309 p.).

2 Robert Buron, *Dynamisme des États-Unis. Recueil d'articles parus dans la presse. 1950-1957*, Société auxiliaire pour la diffusion des éditions de productivité (sic), s.d., 95 p.

3 Emmanuel Mounier, *La Petite Peur du XXe siècle*, La Baconnière/Seuil, coll. « Les Cahiers du Rhône », 1948, 157 p.

la population active (1940), fait de la prospective, s'étend sur les notions de prix réel et de pouvoir d'achat. Avenu négligé par beaucoup d'historiens, **dans sa postface de 1989, Fourastié reconnaît que les facteurs autres qu'économiques sont très importants 40 ans après la première édition.** Mais il a beaucoup de mal à caractériser la crise de la fin du XXe siècle...

En 1950, nouveau « Que sais-je ? », *Les arts ménagers*, écrit avec sa femme mais définissant l'objet très largement, comme « ensemble des techniques qui, dans le cadre du foyer familial, permettent de soutenir la vie physique, d'alimenter la vie intellectuelle et d'étudier l'évolution du comportement humain dans la vie privée, dans la vie sociale et dans l'activité professionnelle » 1. **Le plus centré sur la révolution industrielle des ouvrages de Jean Fourastié sort aux Éditions de Minuit en 1951 (plusieurs rééditions), c'est le fameux *Machinisme et bien-être. Niveau de vie et genre de vie en France de 1700 à nos jours*.** Il reprend en partie les « Que sais-je ? », est très anti-marxiste et anti-socialiste, très « guerre froide » si l'on veut et conclue que le moteur de la croissance économique n'est pas l'accumulation du capital mais le progrès des techniques.

En 1952, Jean Fourastié consacre un volume, qui connaîtra plusieurs rééditions et de nombreuses traductions, de la collection « Que sais-je ? », aux Presses universitaires de France, à *La Productivité*, terme défini par Littré à la fin du XIXe siècle comme la faculté de produire. Il y insiste dès le chapitre II, sur la distinction entre les secteurs de la population active. Comme tous les livres de Fourastié, celui-ci est orienté, au moins dans les chapitres de la fin, vers les notions de progrès et d'avenir. Fourastié est bel et bien très centré sur la productivité, forme de technocratie héritée des années 30, de Vichy et de la Libération, très en vue au début des années 50, qui voit la naissance d'un Comité national de la Productivité (public), d'une Commission de la Productivité au sein du CNPF (dès 1949) et d'une Association française pour l'accroissement de la Productivité (AFAP, privée) : c'est à ce titre qu'il a rejoint le Plan, à l'appel de Jean Monnet.

Il fallut attendre 1965 et surtout une évolution capitale de la pensée de l'auteur pour un nouveau livre, *Les Quarante Mille heures 2*. 40 000 heures ? la durée totale de travail d'une vie humaine, dans l'avenir, grâce au progrès de la productivité, toujours elle ; beaucoup de prospective et une annexe finale, reprenant le texte d'un article publié en

1 R.Boulat, *Jean Fourastié, un expert en productivité. La modernisation de la France (années trente-années cinquante)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2008, 460 p. & R.Boulat, « Jean Fourastié ou le prophète repentant », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 111-123, nettement plus critique ; sa contribution dans J.-P.Chamoux dir., *Comment retrouver croissance et emploi ? Modernité de Jean Fourastié*, Publisud, 2008, 223 p., pp. 59-80.

2 Robert Laffont (plusieurs rééditions, dont Éditions de l'Aube, 2007, 249 p.

1962 dans la revue *La Table ronde* : « Réflexions sur les conditions de la prévision ». Certes, mais grande est la déception de Fourastié devant l'homme livré à la société de consommation : c'est l'époque où, participant aux travaux de la commission du Ve Plan, il commence à extérioriser son pessimisme critique. À nouveau un long silence livresque, rempli par les interviews et la publication d'articles et en 1979 sort chez Fayard l'ouvrage éponyme qu'il faut bien comprendre, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*¹. Le point de départ est l'observation des transformations du beau village de Douelle, en Quercy, dans la vallée du Lot, entre 1946 et 1975, il se conclue par « ces trente années sont glorieuses. Elles ont résolu des problèmes tragiques et millénaires — quoiqu'elles soient loin d'avoir résolu tous les problèmes tragiques et millénaires de l'humanité : quoique même elles en aient fait naître de nouveaux, qui ne se posaient pas dans un monde où les hommes étaient pauvres et impuissants. » : le point de vue de Jean Fourastié est donc beaucoup plus nuancé qu'on ne le dit généralement. Plus loin (p. 189) il développe un « envers » du *Grand Espoir* : « *Le grand espoir du XXe siècle* annonçait dès 1948 le progrès économique et social des années 1946-1975, ses moyens et ses modalités essentielles, alors que *Les trente glorieuses* ont à décrire les mêmes événements, mais après leur réalisation effective et leur enregistrement par l'histoire. » Jean Fourastié est en fait assez nuancé sur les Trente Glorieuses, contrairement à ce qu'ont caricaturé certains recenseurs et historiens, écrivant par exemple, page 175 :

« de 1946 à 1975, la France a largement réalisé ce qui était l'essentiel du grand espoir du XXe siècle : l'élévation du niveau de vie du peuple et notamment des plus pauvres. [...] Il est donc dès aujourd'hui évident que "les trente glorieuses" n'ont pas apporté que des bienfaits, à l'humanité en général et à l'homme en particulier. Quantité de conséquences imprévues, d'*invités inattendus* sont survenus à la suite des actions, menées par les hommes du XIXe et des trois premiers quarts du XXe siècle, pour le progrès économique et social ».

Et Jean Fourastié rappelle qu'il a signalé ce **phénomène des *invités inattendus*** dans ses *Quarante Mille heures* du début des années 60. Une sorte de livre-bilan, de testament, avec beaucoup de reprises de passages, voire de chapitres entiers, déjà publiés, sortit en 1987, *D'une France à une autre. Avant et après les Trente Glorieuses*. Signé aussi par sa fille Jacqueline, née en 1937, le livre est beaucoup plus moralisant et conservateur que les précédents.

c) Une croissance différentielle

En pourcentage de population active, la France fait mieux que tous les autres pays développés et elle sera capable de créer assez d'emplois pour absorber l'afflux des rapatriés de 1956-1962 et aider quelque peu les personnes, les premiers « retours »

¹ Plusieurs rééditions également, dont une avec préface de Daniel Cohen.

étant le fait de Français des protectorats, Maroc et Tunisie ¹. C'est l'explosion des transports et des services, l'ère de l'automobile (près de 4 millions sont en circulation en 1957, 5 en 1959). Le commerce extérieur gonfle, surtout grâce à l'inflation (importations et exportations sont comptées en francs) et après la mise en route du Marché commun, le 1er janvier 1959 par la première réduction des droits de douane à l'intérieur du Marché commun. La montée en puissance du commerce extérieur est un facteur essentiel de la croissance économique du pays, avec le plus souvent un déficit, mais la balance commerciale est équilibrée ou bénéficiaire quatre fois dans les années 50, elle ne le sera que deux fois dans les années 60 et jamais dans les années 70. La part du commerce extérieur français, par rapport au PNB, est de 26,7 % en 1959, contre 8 % aux États-Unis, 23,8 % au Japon, 27,8 % en Italie, 37,2 % au Royaume-Uni, 43,7 % en Allemagne de l'Ouest, 62 % en Belgique et... 91 % aux Pays-Bas. La structure des échanges est profondément modifiée : l'énergie et les produits bruts perdent de leur importance tant aux importations qu'aux exportations, à cause de leur faible coût, les produits alimentaires importés croissent faiblement, les exportés beaucoup et les produits manufacturés augmentent fortement à l'importation, mais restent stables à l'exportation, grosse faiblesse de l'économie française. C'est aussi l'essor du tourisme : dès l'année 1956 les visiteurs à Paris sont 1,5 million à la tour Eiffel, 830 000 au château de Versailles, 700 000 au Louvre, 350 000 à la Sainte-Chapelle, 350 000 à l'Arc de Triomphe, et ils sont 370 000 au château de Fontainebleau, 360 000 au Mont-Saint-Michel.

La croissance différentielle oppose dans l'industrie le dynamisme et la force de l'automobile, de la construction aéronautique, de l'aluminium, de la sidérurgie et de la chimie, et les difficultés et le déclin du textile, malgré le triomphe des fibres synthétiques (chimiques : Nylon, Tergal, etc.) sur les vieilles fibres artificielles issues de la cellulose (rayonne et fibranne), ce qui se traduit par une surproduction quasi-permanente et les premiers gros licenciements du second XXe siècle. Certaines branches dites dynamiques présentent de notoires faiblesses pour l'avenir, c'est le cas de l'aéronautique. Prenons l'exemple de « grande réalisation française » qu'est la *Caravelle*, effectivement bien conçue, à Toulouse, par l'équipe de l'ingénieur Pierre Sartre, facile à piloter, très fiable, très solide avec ses 600 000 rivets et ses 400 000 soudures électriques, élégante avec son envergure nettement supérieure à sa longueur, « astucieuse » (un mot d'ingénieur de l'époque) avec ses réacteurs à l'arrière, etc. En réalité Sud-Aviation ne parvient pas à décliner une véritable gamme d'avions à partir de ce moyen-courrier, à la différence de Dassault avec ses appareils, et l'État

¹ Le maître-livre est celui de Valérie Esclangon-Morin, *Les Rapatriés d'Afrique du Nord de 1956 à nos jours*, L'Harmattan, 2007, 414 p. 83 milliards d'anciens francs sont consacrés aux rapatriés entre 1956 et 1961. La loi-cadre est du 26 décembre 1961.

préférera concentrer les efforts, en collaboration avec le Royaume-Uni, à partir de 1962, sur le projet du supersonique *Concorde*, qui va voler pour la première fois en 1969. Champ libre est donc laissé aux Américains Boeing et MacDonnell-Douglas. D'autre part la croissance différentielle des régions inquiète tôt.

d) Des objections à la geste modernisatrice des Trente Glorieuses

Beaucoup d'objections à la geste modernisatrice des Trente Glorieuses ne sont sans doute pas des « exceptions qui confirment la règle » et elles ont été marginalisées ¹. La société française reste inégalitaire et, critique « étymologique » des Trente Glorieuses, ATD-Quart Monde est fondée en 1957. Les critiques se manifestent précocement, dans la presse, les clubs automobiles, voire l'opinion publique, contre la multiplication des accidents de la route (5 548 morts en 1953, soit 15 par jour). C'est bien pourquoi progresse l'idée qu'il faut rendre obligatoire l'assurance des automobilistes, ce qui sera fait en 1958, heureusement car les accidents vont encore se multiplier dans les années 60.

Puis il y a **découverte ou redécouverte des problèmes environnementaux, s'attaquant à la santé des habitants et des animaux** : les méfaits du tabagisme, l'amiante, dont les ravages sont connus depuis la Belle Époque, mais qui est beaucoup plus utilisée après la Deuxième Guerre mondiale qu'auparavant, les atteintes pulmonaires, celles de la silicose, les marées noires, les molécules utilisées dans la chimie, l'agriculture, les médicaments, etc. Lucide et global, dès le **premier numéro (mai 1958) de la revue *Prospective*, pourtant lancée par des « planistes », un article note :**

« Nous sommes dans la position d'un individu qui aurait trouvé un trésor et qui le gaspillerait sans aucune prévision de l'avenir ; nous consommons presque sans aucune mesure d'économie le charbon et le pétrole que nous n'avons que le mal d'*extraire* et non de *produire*. » Il faut dire que les usines et les hauts fourneaux tournent à plein régime, que le nombre d'automobiles s'est accru et est souvent pris pour symbole des Trente Glorieuses, que la circulation des camions, presque tous au diesel désormais, s'est accrue aussi, que les locomotives à vapeur ont été largement converties au fioul ou remplacées par des locomotives diesel. Les critiques montrent que « la première révolution industrielle [est] en cause » ².

Joue aussi l'exemple de Londres, où le *Great Smog* de décembre 1952 provoque des milliers de décès, on le sait alors assez complètement en France. En 1958, alors que se

¹ Bibliographie essentielle : le livre collectif critique *Une autre histoire des Trente Glorieuses*, *op. cit.* ; C.-F. Mathis & J.-F. Mouhot dir., *Une protection de l'environnement à la française ?*, Seyssel, Champ Vallon, 2013, 345 p.

² Hubert Bonin, *Histoire économique de la France...*, *op. cit.*

sont reconstituées et constituées dans les années 50 de grandes entreprises de travaux publics **1** le ministre des Travaux publics institue un Comité d'études contre la pollution de l'atmosphère par les **fumées d'automobile** (toujours le mot de « fumée », comme au siècle précédent...). La pollution par le fluor (et accessoirement les « goudrons » et l'anhydride sulfurique) dégagé par les usines d'aluminium devient très grave dès les années 50 et, au moins à Saint-Jean-de-Maurienne, l'usine Pechiney (successeur en 1950 de la société d'Alais) emploie un ou deux salariés à dépister la présence de fluor dans les os de bovins et sur les pattes des abeilles **2**. Il est vrai que l'un des contrastes principaux entre le Paris (ou le Londres) des années 50, le Paris mis en scène par Robert Doisneau (1912-1994) si l'on veut, et la physionomie actuelle est la disparition de la noirceur, due pour l'essentiel au chauffage urbain. La **pollution des rivières** est dénoncée fréquemment, au motif qu'elle dépeuple les eaux et les pêcheurs constituent un actif groupe de pression dans les années 50 **(3)**, d'autant plus que leur nombre augmente grâce à l'automobile, qui permet d'augmenter le rayon d'action : 2 600 000 pêcheurs paient la taxe piscicole en 1955. **L'automobile, quant à elle, reste plutôt source de danger qu'elle n'est considérée comme un facteur de pollution.**

Un article récent **4** renseigne sur la « répugnance à l'égard du bruit » et la lutte contre le bruit en tant que nuisance, suspecte et détestable, voire de fléau social, dans les années 50. **Le ministère de la Santé publique se dote d'une commission chargée de l'étude des bruits en 1952**, deux ans plus tard le 34^e Congrès d'Hygiène publique place la lutte contre le bruit au centre de ses préoccupations, en 1955 c'est **l'Académie de Médecine qui se dote d'une Commission des méfaits du bruit**. La même année 1955 la commission *ad hoc* du ministère de la Santé adopte le **Tableau des bruits établi trois ans plus tôt par l'ingénieur Pierre Chavasse** (de 10 décibels pour le « bruissement des feuilles dans le vent » à 130 db pour le rivetage de tôles d'acier) et va s'employer à en populariser l'usage. **À la fin des années 50, de nombreux patrons font de l'insonorisation un élément central de la marche vers la modernisation et la rationalisation**, les bruits gênants accompagnent les grands ensembles, en deviennent le signal, une Ligue contre le Bruit, recrutant parmi les médecins, avocats, technocrates et patrons modernistes, voit le jour en 1958. **L'usage du klaxon est interdit dans la ville de Paris en juin 1959, puis de nombreux maires suivent le préfet de Police et le Code de la Route va**

1 Cf. D.Barjot, « La grande entreprise française de travaux publics (1883-1974) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1991, pp. 47-56 : Batignolles, Campenon Bernard, Fougerolle, etc.

2 Daniel Dequier, *Maurienne. La vallée de l'aluminium*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 1992, 246 p., pp. 164-170.

3 Gabrielle Bouleau dans *Une autre histoire des Trente Glorieuses*, *op. cit.*, pp. 211-229.

4 Christophe Granger, « Le coq et le klaxon, ou la France à la découverte du bruit (1945-1975) », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2014, pp. 85-100.

intégrer non seulement cette interdiction du klaxon en ville mais aussi les coups d'accélérateurs inutiles.

Les contre-arguments à la saga officielle et à la croissance sont multiformes. L'épopée agricole est nuancée par Jean Chombart de Lauwe (professeur à Grignon, 1909-2001), qui souligne d'une part le danger de domination de l'agriculture par l'industrie agro-alimentaire, faisant de l'agriculteur un « travailleur à façon », et d'autre part l'inégalité des revenus des exploitants agricoles. Un volet important de cette lutte globale est la résistance aux projets d'aménagement de Paris et de sa région. On objecte au projet d'Autoroute du Sud, la grande autoroute des Trente Glorieuses, sans son Charles Trenet, une grande voie 1 coupant dans la banlieue Sud, aboutissant à la forêt domaniale de Fontainebleau ou la traversant, puis le contre-projet la faisant passer dans le massif des Trois-Pignons.

Le désir de protection de la nature est aussi en France le fait d'un Paul-Émile Victor (1907-1995) et du vulcanologue Haroun Tazieff (1914-1998), dont le premier « reportage » sur l'Etna est du 12 janvier 1951. Ils sont parmi les très rares et timides premiers contestataires (avec *L'Auto-Journal* qui critique son étroitesse) du projet de tunnel dit du mont Blanc, dont la route d'accès va ravager la forêt du versant nord du massif, mais personne ne comprend à la fin des années 50 que le trafic va bientôt être constitué de nombreux poids lourds, que la route d'accès sera pour eux très dangereuse à la descente, sans parler du risque d'incendie dans le tunnel.

Les Trente Glorieuses, pas forcément nommées, ainsi que la croissance consommatrice, sont attaquées par Boris Vian (qui meurt en 1959) et sa *Complainte du progrès*, Lanza del Vasto, Georges Bernanos (toujours pourfendeur du siècle des « machinismes ») ², Georges Brassens, Roland Barthes et *Mythologies* (1957), Edgar Morin (*L'Esprit du temps*, 1958), Henri Lefebvre (*Critique de la vie quotidienne*, 1958) ³, les intellectuels personnalistes Bernard Charbonneau (dans *Réforme*) et Jacques Ellul (1912-1994, *La technique ou l'enjeu du siècle* ⁴, avant *Propagandes* en 1962). Ellul distille le doute sur les bienfaits de la technique et sur le progrès de son temps : l'homme devient l'« homme machine », conditionné et dissocié par les techniques. Le romancier René

1 Jean-Luc France Barbou, *La Difficile genèse de l'autoroute du Sud (1934-1964)*, Presses des Ponts, 2010, 369 p. ; du même, article dans *La Voix de la forêt*, 2013. Contemporain du projet, un article dans *La Voix de la forêt* de juin 1958.

2 Cf. G. Bernanos, *La France contre les robots*, publié d'abord à Rio de Janeiro par les Éditions de la France libre, 1946, 118 p., puis réédité par R. Laffont, 1947, 223 p., plusieurs rééditions récentes par Le Castor Astral, la dernière en 2015.

3 H. Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, L'Arche, 1958, 268 p.

4 Jacques Ellul, *La technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Colin, 1954, 402 p., réédition, Economica, 1990, 423 p.

Barjavel (1911-1985) critique avec acidité les dégâts de la religion du progrès et de la civilisation mécanique, chimique et nucléaire, et il dénonce amèrement la frénésie reconstrucrice. Citons de lui *Ravage* (1943), *Le Diable l'emporte* (1948), *Journal d'un homme simple* (1951) et ses articles de la revue *Carrefour*, d'inspiration démocrate-chrétienne.

Jacques Tati, dans *Mon Oncle* (1958), brocarde les adeptes, parvenus et arrogants, de la modernité « gadget », dans laquelle rien n'est humain : la cuisine et l'usine *Plastac* des Arpel sont des « modèles » de modernité 1, opposés au « vieux quartier » et à la « vieille maison » du centre-ville et de cette fable traditionaliste, dans lesquels vit l'oncle. **Bertrand de Jouvenel** (1903-1987), le cadet des Jouvenel, ancien du PPF, compagnon néo-libéral des monarchistes, est un « futurologue écologiste » (Olivier Dard 2) : il invente l'expression d'« écologie politique » dès 1957. Les hommes de science ne sont pas absents. Ainsi **Jean Rostand** (1894-1977) joue un grand rôle dans la montée du doute sur le bien-fondé de la modernisation à tout prix, en tant que biologiste, historien des sciences et moraliste, immédiatement alarmé par Hiroshima et Nagasaki. **Ne commettons pas d'anachronisme en ce qui concerne René Dumont** (1904-2001) qui dans les années 40 et 50 est obsédé par l'« intensification agraire », qu'il prône. C'est très visible dans *Le problème agricole français. Esquisse d'un plan d'orientation et d'équipement* 3, où des passages chantent les louanges de la motorisation, qui « révolutionne la technique agricole », du remembrement et du « matériel moderne ». Il publie ensuite, en collaboration avec Pierre Chazal, *La nécessaire révolution fourragère et l'expérience lyonnaise* 4 où, dans sa préface, Dumont s'extasie devant la prairie temporaire et ajoute :

« Dans de nombreux coins, nous passons d'une vieille prairie à 800 ou 1.000 unités fourragères à une jeune prairie avec 6.000 à 7.000 U.F. : Landivisiau aurait même atteint les 20.000, soit l'équivalent de 200 quintaux d'orge à l'hectare, sous forme d'herbe. [...] Les techniques indiquées permettent au cultivateur de débiter sûrement, sans grand risque d'erreur, dans la voie prometteuse de l'intensification fourragère, qui exige tout de même plus de connaissances techniques. » 5

1 La villa des Arpel a été dessinée par Pierre Étaix, elle est étudiée en tant que telle dans Raphaëlle Saint-Pierre, *Villas 50 en France*, Norma éditions, 2005, 224 p., pp. 34-37.

2 O.Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Perrin, 2008, 526 p., ouvrage dont la septième partie est titrée « le futurologue écologiste ».

3 Les Éditions nouvelles, 1946, 382 p.

4 Pierre Chazal et René Dumont, *La nécessaire révolution fourragère et l'expérience lyonnaise*, Le Journal de la France agricole, 1955, 170 p. Réédition condensée en 1958 : Pierre Chazal, *Guide pratique de la nécessaire révolution fourragère. Préface de René Dumont*, Le Journal de la France agricole, 1958, 95 p.

5 Dumont, dans son ouvrage célèbre *L'Utopie ou la mort !* (Seuil, 1973, 185 p.), sera sans le moindre remords vis-à-vis de ses erreurs. Au contraire il se défait sur les « données » de « base » et se présente comme un grand anticolonialiste et grand anticapitaliste et invective autrui. Son « virage » à l'écologie est noyé dans le flou dans la très hagiographique biographie de Jean-Paul Besset (porte-parole de Nicolas Hulot), *René Dumont. Une vie saisie par l'écologie*, Les Petits matins, 2013, 503 p.

Il y a tôt un volet antinucléaire, avec l'engagement précoce de Théodore Monod (1902-2000), de Joseph Lanza del Vasto (1901-1981), de Jacques-Yves Cousteau (1910-1997), de Jean Rostand (1894-1977), mais aussi les résistances locales contre usines et centres nucléaires (Saclay, Pierrelatte, Marcoule, etc.) : riverains, agriculteurs, etc. Une manifestation est organisée à Pierrelatte, l'usine d'uranium enrichi pour la fabrication de la bombe H, en octobre 1962. Oppenheimer est lu dès la fin des années 40, présenté (honnêtement) dans *Paris Match* le 3 mai 1958, mais l'attitude d'abord prudente et/ou ambiguë de Joliot-Curie doit être notée ¹. Deux appels sont à connaître : le Mouvement de la Paix lance l'*Appel de Stockholm* (18 mars 1950), qui reçoit le soutien de certains milieux chrétiens ; Bertrand Russell et Albert Einstein lancent un autre appel en juillet 1955, à la suite des essais thermonucléaires américains de 1954. Le « lanceur d'alerte » français est le jeune physicien nucléaire Charles-Noël Martin (1923-2005), plus tard éditeur de Jules Verne : un article dans les *Comptes rendus de l'Académie des Sciences* de 1954, deux livres-dossiers percutants et pédagogiques, *L'Heure H a-t-elle sonné pour le monde ? Effets cumulatifs des explosions nucléaires* (1955) et *L'Atome maître du monde* (1956). Il y a une opposition au projet (octobre 1960) du CEA d'immerger des déchets radioactifs provenant de Marcoule en Méditerranée, à mi-chemin entre la Corse et la Côte d'Azur : Cousteau, élus locaux, etc.

Au total, donc, une critique des Trente Glorieuses plus tôt qu'on ne le pense généralement, et même le très sérieux et précoce rapport Jacques Rueff-Louis Armand (15 juillet 1960) s'inquiète des rigidités de l'économie, de l'inadaptation de l'administration et de la qualité de l'enseignement. Mais cela concerne peu les milieux chrétiens, cf. Emmanuel Mounier, qui est hostile à l'« antimachinisme », favorable à la technique libératrice et au « nouvel âge industriel », émancipateur : les travailleurs seront dans l'avenir libérés et ils communieront harmonieusement avec la nature, « Le charbon recule devant l'électricité, demain devant l'atome. » (*Esprit*, 1948, ou *La Petite Peur du XXe siècle* ²). Dans la même veine on peut citer le physicien catholique Louis Leprince-Ringuet (1901-2000), de l'Académie des Sciences, qui dirige et préface un gros ouvrage de vulgarisation en 1956, *Grandes Découvertes du XXe siècle* ³, véritable hymne au progrès scientifique « de l'humanité » et chante dès son deuxième

¹ Biographies : M.Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, Odile Jacob, 2000, 712 p. ; P.Biquard, *Frédéric Joliot-Curie et l'énergie atomique*, L'Harmattan, 2003, 278 p.

² Emmanuel Mounier, *La Petite Peur du XXe siècle*, La Baconnière/Seuil, coll. « Les Cahiers du Rhône », 1948, 157 p. Un excellent passage sur Mounier dans H.-I.Marrou, *Crise de notre temps et réflexion chrétienne (de 1930 à 1975)*, Beauchesne, 1978, 471 p., pp. 71-103.

³ Larousse, 1956, 515 p. Et il y a neuf autres parties, la dernière étant consacrée (on est en 1956) aux satellites artificiels.

paragraphe les mérites de l'énergie nucléaire qui, toutefois, ne vient qu'en quatrième et dernière position dans les « énergies nouvelles » (la deuxième partie).

Les **écarts sociaux**, relativement nivelés dans la société des années 30 et 40, **s'aggravent**, de même que la fécondité et la natalité sont différentielles. Les écarts se creusent selon les différentes branches industrielles, les régions... Les écarts se tranchent aussi selon les professions. La pénurie d'après-guerre provoque, d'après **Jacques Becker dans son film *Rendez-vous de Juillet de 1949*** (1), une révolte, non pas *À l'Est d'Eden 2*, mais très parisienne. Une « sacrée bande de copains », liés par l'amour du jazz et les difficultés matérielles de l'après-guerre, jeunesse issue de milieux variés, mais avec beaucoup d'enfants de petits bourgeois, extériorise sa joie de vivre, ses amours, ses peines et ses jalousies. Cette jeunesse qui va au bout de ses désirs, manifeste sa révolte, son opposition aux accords Blum-Byrnes 3, ses problèmes matériels (un imperméable pour deux !) mais également ses problèmes sexuels, qui ne sont pas éludés. Mais on est peu après le conflit : la Seconde Guerre mondiale est rappelée par la jeep amphibie conduite par le boute-en-train *Pierrot* (Pierre Trabaud 4), qui l'alimente en essence (qui coûte alors 45 F le litre, après avoir beaucoup augmenté depuis la Libération) en dérobant de la viande à ses parents, bouchers ! Et dans la production cinématographique de 1949, Becker offre une gentille fin : l'anthropologue en herbe Daniel Gélin (1921-2002) finit par monter une expédition en Afrique, « chez les Pygmées », et c'est pour l'acteur un tournant décisif dans sa carrière 5.

Les **premières désillusions et les premières critiques des « cités-dortoirs »** voient tôt le jour, contrairement à une opinion répandue, objections de l'architecte Fernand Pouillon, dénonciation de la relégation spatiale, de la ségrégation sociale, etc. Dès 1951 et à propos de la Cité radieuse de Marseille le terme d' « univers concentrationnaire » est employé. Mais il est un peu tard pour la crise du logement, mise en lumière par les appels de l'abbé Pierre.

1 Avec Daniel Gélin, Brigitte Auber, Nicole Courcel (Nicole Andrieu, 1931-2016), Maurice Ronet, Bernard Lajarrige, Louis Seigner (1903-1991), Pierre Trabaud, etc. P.Ory et J.-F.Sirinelli notent que ce film rend bien compte de la « sensibilité » des jeunes de l'époque (P.Ory & J.-F.Sirinelli, *Les Intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Coll. U, 1986, 261 p., réédition, Perrin, 2004, coll. « Tempus », p. 229).

2 Film (1955) d'Elia Kazan, avec James Dean.

3 Remarqué par Patricia Hubert-Lacombe, *Le cinéma français dans la guerre froide. 1946-1956*, L'Harmattan, 1996, 204 p., pp. 127-128.

4 Pierre Wolf, puis Pibaret (1922-2005). Il avait joué dans *Antoine et Antoinette* de Jacques Becker (1946). Son dernier et plus grand rôle sera en 1962 celui de l'instituteur de *La Guerre des boutons* d'Yves Robert.

5 Cf. Daniel Gélin, *À bâtons rompus. Mémoires*, Éditions du Rocher, 2000, 400 p.

2°) Fée du logis ou femme libérée ?

La Seconde Guerre mondiale et la Libération laissent des poncifs, qui s'impriment dans les mentalités. Le Goncourt 1945 est attribué à Jean-Louis Bory (1919-1979) pour *Mon village à l'heure allemande*, dans lequel l'auteur, homosexuel déclaré, ressasse l'idée préconçue selon laquelle la collaboration a été essentiellement féminine ¹. La même année 1945 René Clément sort son grand film *La Bataille du rail*, dans lequel la résistance est exclusivement masculine ! La femme s'idéalise autour du culte de Danielle Casanova, nouvelle Jeanne d'Arc (communiste). Encore en 1949 le prix Goncourt est décerné à Robert Merle pour *Week-end à Zuydcoote*, dans lequel la femme est séductrice (pour obtenir protection) et dangereuse (les parachutistes allemands travestis en religieuses).

L'obsession nataliste de la Libération est en totale continuité avec Vichy, elle renvoie les femmes à leur fonction « naturelle », au sein d'un consensus qui lie le MRP, l'Église, le PCF qui « gazouille » par l'intermédiaire de l'Union des Femmes françaises ², de Gaulle et ses « douze millions de beaux bébés qu'il faut à la France en dix ans » (formule du 2 mars 1945 ³). Le PCF manifeste son intransigeance par la voix de Jeannette Vermeersch (1910-2001), la compagne puis la femme de Thorez, membre du Comité central puis du Bureau du Parti, vice-présidente de l'Union des Femmes françaises, député de Paris (1945-1958), sénateur de la Seine (1959-1968), défendant « la ligne » avec aplomb et intransigeance mais aussi une vision très traditionaliste de la femme, et farouchement hostile à la contraception, qualifiée de bourgeoise ⁴. Cette coalition hétéroclite ligue également des associations diverses (la bonne vieille Alliance nationale contre la Dépopulation, le Mouvement populaire des Familles, l'Union nationale des Associations familiales), Alfred Sauvy (blanchi à la Libération de ses erreurs de prévision de l'entre-deux-guerres et de son passé vichyste : il prend la tête de l'INED à sa création en 1945), Georges Mauco (lui aussi blanchi, de son passé PPF), Michel Debré, éminent résistant, lui. Le résultat est que beaucoup de lois natalistes et familialistes de Vichy sont conservées dans les années 50.

¹ En réalité il y a deux prix en 1945, car un Goncourt 1944 rétroactif est décerné à Elsa Triolet pour *Le premier accroc coûte 200 francs*. En 1944 seul le Renaudot est décerné.

² Le verbe est de Renée Rousseau, *Les Femmes rouges. Chroniques des années Vermeersch*, Albin Michel, 1983, 293 p., p. 42.

³ « Chez de Gaulle, l'angoisse démographique est inséparable de la nostalgie de la grandeur, la préoccupation nataliste de la rhétorique nationaliste » (Patrick Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, Livre de Poche n° 32299 & 32300, 2008, 796 & 734 p., tome II, p. 557).

⁴ Cf. Renée Rousseau, *Les Femmes rouges...*, *op. cit.*

Autre legs et autre continuité, la pudibonderie en matière de médias : une solide Commission continue à censurer le cinéma ¹, les films de la Continental (allemande) sont triés, un purgatoire est infligé à Clouzot (1907-1977), sur le long terme la Centrale catholique du Cinéma et de la Radio cote les films et les émissions. La Libération ne voit pas seulement une épuration, elle opère aussi une répression des **homosexuels et de l'homosexualité**, elle maintient la législation de Vichy, provoque des problèmes judiciaires à Roger Peyrefitte (1907-2000), qui met un peu trop en pratique ses *Amitiés particulières* (publiées à l'automne 1944), ferme le terrain de Luna Park (porte Maillot) et il y a même des meurtres crapuleux d'homosexuels ². En 1954 André Baudry lance la revue homosexuelle, prudemment militante, *Arcadie*. Mais Baudry (né en 1922), pétri de culture classique, conservatrice et catholique, ne se cache jamais derrière un pseudonyme et le groupe relève d'une grande mixité sociale. La revue a comme sous-titre *Revue littéraire et scientifique* !

Qu'en est-il pour les femmes après la Libération ? En dépit de l'arrivée à l'âge du mariage des générations peu nombreuses nées entre 1933 et 1945 et de l'importance des effectifs militaires en Algérie, **le nombre des mariages augmente** (320 000 en 1960 ; 350 000 en 1965, par exemple). **L'idéal de la fée du logis ne commencera à se lézarder qu'au milieu des années 60** : le « métier de femme » (titre d'un livre de Menie Grégoire ³, publié chez Plon en 1965 et plusieurs fois réédité) sera rejeté par beaucoup de femmes, d'autant plus que les prestations familles sont maintenant beaucoup moins intéressantes sur le plan financier. Sur le long terme le corps féminin se transforme, petit à petit les femmes s'en « déculpabilisent », l'hygiène progresse et les **critères de la beauté et de l'érotisme évoluent**. Les **vêtements aussi** : la jupe recule, au profit du pantalon puis du (*blue*) *jean*, la minijupe se répandra en France dans la deuxième moitié des années 60, mais **pour l'heure, dans les années 50, les couleurs n'explorent guère**. Une modification des **sous-vêtements** s'impose : panty, collant (les premiers collants sont mis en vente en France en avril 1958 et le mois suivant les *Bas Dimanche* deviennent les collants *Dim*), slip... Les vêtements unisexes (jean, pull ample...) progressent, grâce à l'assouplissement des codes vestimentaires. La période tend lentement à l'« anti-mode », en tout cas la femme abandonne dans la vie quotidienne le chapeau et les gants. **Les femmes seraient-elles à la conquête de l'autonomie ?** On conçoit l'intensité du choc de la parution en français de l'énorme « rapport » Kinsey, en

1 Cf. F.Hervé, *La censure du cinéma en France à la Libération (1944-1950)*, ADHE, coll. « Historiens de demain », 2001, 256 p.

2 Janine Mossuz-Lavau, *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France de 1950 à nos jours*, Payot, 1991, 348 p., réédition, 2002, 502 p. ; R.Revenin, *Une histoire des garçons et des filles. Amour, genre et sexualité dans la France d'après-guerre*, Vendémiaire, 2015, 347 p.

3 Née Marie Laurentin, 1919-2014.

deux volumes 1 : rien que les tables des matières annoncent la masturbation, le coït (avant et pendant le mariage), l'orgasme, etc. ! Mais le rôle direct est faible, au regard d'une lente évolution du couple et de la sexualité, d'une évolution du vocabulaire aussi : on ne dit plus « fréquenter » mais « sortir avec » ...

La mixité scolaire ne se généralisera que dans les années 1960, et avec des retards locaux, le taux de scolarisation des filles ne rejoindra celui des garçons qu'en 1965, puis le dépassera, avec une égalité au baccalauréat en 1968. L'école reproduit bien entendu les inégalités sexuelles, cultive les stéréotypes et l'enseignement technique, qui se développe dans les années 50, exacerbe une sorte d'« apartheid sexuel ». Le « conditionnement » par le cinéma évolue : au stéréotype des années 30' de la jeune employée qui finit par épouser un homme d'âge mûr (l'union de la secrétaire et de son patron étant le summum), il oppose les héroïnes des Trente Glorieuses qui ont un métier qualifié et choisissent le mariage en abandonnant leur métier (à partir de Jeanne Moreau institutrice, amoureuse du routier Jean Gabin dans Gilles Grangier, *Gas-oil*, 1955 (2), et triomphe (?) la femme « moderne », émancipée, du cinéma Nouvelle Vague.

Cependant les publicités continuent le conditionnement traditionnel, en représentant les femmes comme des ménagères au foyer : la machine se « charge » du travail domestique, la « fée du logis » est une « femme comblée », qui attend le retour des enfants puis du mari ! Les enquêtes d'opinion vont d'ailleurs dans le même sens, montrant une hostilité persistante à la femme qui travaille : au début des années 60, comme au début du siècle, le travail féminin sera encore perçu comme un danger pour la famille et la société, ensuite, la situation évolue, mais les opinions demeurent très mitigées sur la légitimité du travail féminin, d'où des discriminations. La *dactylo* est une jeune fille ou une jeune femme de plus en plus enrégimentée en *pools*, machines sur machines, seules s'en « sortent » les championnes, les virtuoses, dignes d'être « secrétaires » et non plus simples dactylos, comme Rose Pamphyle, héroïne émancipée du film *Populaire* de Régis Roinsard (2012), mais ces modernes suffragettes sont rares, la plupart des « filles » des *pools* cherchent à s'en sortir par le mariage 3. Les centrales syndicales, jusqu'au milieu des années 60', ont des positions très différentes : la CFTC, où les femmes sont particulièrement nombreuses, met en avant le droit des mères à rester au foyer, elle prône la transformation de l'allocation de

1 Alfred Charles Kinsey (il meurt en 1956), *Le comportement sexuel de l'homme*, trad. fr., Éditions du Pavois, 1948, 1 020 p., *Le comportement sexuel de la femme*, trad. fr., Amiot Dumont, 1953, 764 p.

2 L'année suivante Jean Gabin joue un autre rôle de routier, dans le film de Henri Verneuil, *Des Gens sans importance*.

3 Témoignage de l'auteur, stagiaire pendant deux fois six semaines des étés 1964 et 1965 à la Société générale, siège central, département étranger.

salaires unique en une « allocation de la mère au foyer », revalorisée. La CGT, qui forme des militantes et dont le périodique *Antoinette* a un impact important, insiste sur le droit au travail des femmes, elle s'oppose à l'allocation de salaire unique ou demande qu'elle soit versée à toutes les mères de famille. Toutefois la CFDT (née en 1964 d'une scission de la CFTC) se fera féministe. L'État (gaullien et pompidolien) défendra l'idée du temps partiel pour les femmes. Mais les mentalités évolueront à partir du milieu des années 60' : la protection de la maternité cessera d'être une priorité, la retraite à 55 ans pour les femmes sera revendiquée et des féministes prôneront le partage du travail ménager. Le travail professionnel des femmes fait observer trois phénomènes dans les années 50 : stabilité du taux global, glissement d'un secteur à l'autre et faiblesse du pourcentage des femmes mariées ayant des enfants. Il faut dire que les prestations familiales ont évolué comme les prix et non comme les salaires : la prestation moyenne par enfant bénéficiaire (pour le régime général de SS) passe d'environ 15 % à 22 % du PNB par habitant entre 1946 et 1949 ; elle régresse ensuite pour tomber à 10 % seulement en 1973.

Le contexte extérieur interfère surtout par le biais de la guerre d'Algérie. Le sentiment dominant en métropole est la peur de perdre un être cher ; en Algérie, l'implication des femmes dans la guerre est très forte, d'autant que l'espoir de l'indépendance se double de l'espoir de la liberté des femmes. De nombreuses femmes signent le « Manifeste des 121 » pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie, ce qui est nouveau dans l'histoire des pétitions en France ¹ ; il y a des « porteuses de valise » ; des communistes d'Algérie rejoignent le FLN. Des enseignantes sont actives au sein du Comité pour la Défense des Libertés et de la Paix en Algérie, et dans les syndicats. Des ouvrières et des employées sont nombreuses à la manifestation du 8 février 1962 pour la paix en Algérie : au métro Charonne, sur les neuf morts il y a trois femmes...

Se situant peu dans le sillage de la parution du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir (1949), le renouveau des **mouvements féminins et du féminisme** vient au milieu des années 50' surtout des milieux chrétiens, notamment dans le domaine du contrôle des naissances (*birth control*), à la suite de la fondation, à la Libération, du **mouvement Jeunes Femmes** ². Une catholique, gynécologue, mariée à un pédiatre renommé (images rassurantes...), Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé (1916-1994) impulse le mouvement. Elle a découvert le « planning familial » aux États-Unis en 1947 et elle est décidée à combattre la loi de 1920. Malgré un contexte décevant, car le PCF et l'Église

¹ Liste des signataires et commentaire dans J.-F. Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au vingtième siècle*, Fayard, 1990, 365 p., réédition, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 1996, 592 p., pp. 346-347.

² Cf. Janine Mossuz-Lavau, *Les lois de l'amour...*, *op. cit.*

catholique sont hostiles, elle lance, avec Évelyne Sullerot (1924-2017) ¹, le 8 mars 1956, le mouvement **Maternité heureuse**, soutenu par Jeunes Femmes de Simone Iff ² et la Grande Loge féminine de France. Pour contourner la loi, le but officiel de l'association n'est pas de limiter les naissances, mais d'améliorer la santé des mères et des enfants ³, et de lutter contre les avortements clandestins, en planifiant la croissance de la famille. Seules les adhérentes du **Mouvement français pour le Planning familial** (nouveau nom) ont accès aux informations sur l'accès à la contraception, autant dire que leur nombre explose ! La **répression judiciaire de l'avortement** ne baisse pas subitement à la Libération, au contraire elle connaît un apogée en 1946, l'avortement étant considéré comme un « fléau social », contre lequel luttent, entre autres, l'Ordre des Médecins et la « brigade de la natalité » de la Préfecture de police. Dès 1956, **plusieurs propositions de loi sur la contraception** sont déposées à l'Assemblée nationale, en vain ⁴. La pilule contraceptive sera mise en vente aux États-Unis à partir de 1960. Elle suscitera de gros débats en France : elle « dénaturerait » la femme !

Pour le catholicisme des années 50 seule l'abstinence périodique est autorisée, faute de quoi, la femme risque de devenir un « simple instrument de plaisir ». Pèsent sur le catholicisme français l'image de la femme au foyer et l'ombre de la Guerre froide : la presse catholique dénonce la (pseudo) désagrégation familiale en Union soviétique. **L'attitude des communistes** est proche de celle de l'Église et l'Union des Femmes françaises adopte un maternalisme assez similaire : slogans natalistes, familialisme, mobilisation des « mamans » sur le terrain de la défense de la famille et de la paix, aphorisme selon lequel le contrôle des naissances serait une préoccupation « individualiste », etc. La femme est donc considérée davantage comme une mère que comme une citoyenne, mais les « ménagères » communistes s'impliquent dans les luttes ouvrières, manifestations, délégations, accueil des enfants de mineurs en grève en 1948 : **l'identité ouvrière prime sur l'identité de sexe**.

En matière de vote, notons qu'au début des années 60, un cinquième des hommes sont encore contre le vote féminin (les ouvriers sont les plus hostiles au vote féminin, par crainte du « manque d'éducation politique » des femmes, les milieux aisés y sont les plus favorables, y voyant un élément « pondérateur »). Ajoutons qu'également un cinquième des femmes... sont contre le vote des femmes ! Les femmes sont encore

¹ Le témoignage de celle-ci figure dans le colloque *La Quatrième République. Des témoins pour l'histoire. 1947-1997*, Honoré Champion, 1999, 253 p., pp. 58-66.

² 1924-2014, née Balfet.

³ Le premier nom du Planning est d'ailleurs La Maternité heureuse. Voir Sylvie Chaperon, *Les Années Beauvoir. 1945-1970*, Fayard, 2000, 430 p., chapitre 9.

⁴ Cf. Janine Mossuz-Lavau, *op. cit.*

moins inscrites sur les listes électorales, elles représentent encore les deux tiers des abstentions sous la IV^e République, mais cela baisse sous la Ve. **Le vote des femmes est encore largement plus conservateur que celui des hommes** et on observe la lente progression de la part des électrices ayant un métier : en 1954, sur 1 000 électrices, il y a encore 627 inactives.

3°) Plus qu'une diversité, des inégalités nettes

Prenons l'exemple chiffré 1 du rapport entre le salaire net moyen des cadres supérieurs et celui des ouvriers :

1950 : 3,32	1954 : 4,08	1962 : 4,30
1967 : 4,55	1969 : 4,21	1974 : 3,46

On voit très clairement que ce **type d'inégalité, majeure** et emblématique des Trente Glorieuses **s'aggrave d'un tiers en gros dans les années 50**, augmente légèrement dans les années 60 pour décliner après 1967-1968 et revenir en 1974, au début de la crise de la fin du siècle, à peu près au niveau de 1950.

a) Le « problème du logement » et l'abbé Pierre

Ce « **problème du logement** », très souvent évoqué dans les années 50, est paradoxalement rendu plus visible par la proximité sociale, qui est la plupart du temps proximité spatiale, et génère une expression très courante des années 50. Évoquons les dramatiques problèmes de logement à la Libération et la création du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, la difficulté pour les « jeunes ménages » à se loger et l'étrécissement du logement moyen, le retard des logements ruraux, la politique sociale du logement et un peu l'abbé Pierre, sur lequel il nous faut revenir. **En germe depuis l'entre-deux-guerres**, dans le contexte d'un habitat traditionnel voire traditionaliste, patente depuis la Libération, la **crise du logement** touche les plus défavorisés, dont les travailleurs immigrés et tout particulièrement les Algériens, mais aussi les classes moyennes. **En 1953, par le plan Courant, l'État se donne les moyens de développer un véritable plan national de construction**, d'où la mise en œuvre d'une politique sociale du logement, qui va fortement marquer les manières d'habiter, la culture citadine, la société toute entière et l'opinion, jusqu'à la fin du siècle. Le réflexe est au moins patriotique, combler le retard sur l'Allemagne, quand même ; le désir est de marquer

1 Source : *Annuaire 1990* de l'INSEE, pp. 92 et 105, cité par P.Guillaume, *Histoire sociale de la France au XX^e siècle*, Masson, 1993, 240 p., p. 71.

le paysage, le moyen est de faire flèche de tout bois, **la HLM**, héritière de la HBM (Habitation à bon marché) et instituée par la loi du 21 juillet 1950, bien sûr, mais aussi **le Logeco**, Logement économique et familial, aux normes inférieures à celles d'une HLM.

L'idée générale est que tous les Français ont vocation à devenir propriétaires, ce qui pour le MRP est une véritable idée phare. Mais à court terme il y a une véritable et dramatique crise du logement, mise en lumière par le fameux appel de l'abbé Pierre (1er février 1954), auquel il ajoute, retrouvant son langage de député :

« Le manque de logements en France constitue une catastrophe nationale ; il est impossible d'y remédier sans le concours de l'État, et il est également impossible à l'État d'y remédier, avec l'urgence nécessaire, sans le concours de la nation toute entière. »

Mais trois ans auparavant Pierre Drouin avait violemment tiré la sonnette d'alarme du financement dans un article du *Monde* (2 mai 1951).

Qui est l'incontournable abbé Pierre ? On trouvera dans mon livre une biographie. L'année 1954 est l'année de l'appel, évoqué plus haut, ou plus exactement des deux appels de l'abbé Pierre. L'ancien résistant, **l'ancien député MRP publie d'abord dans la presse (6 janvier 1954)** une lettre dénonçant l'inertie des pouvoirs publics et invitant le ministre de la Reconstruction à assister aux obsèques d'un bébé mort de froid à la Cité des Coquelicots, nichée au pied d'un gazomètre de Neuilly-Plaisance ; le ministre, Maurice Lemaire ¹, vient, attitude courageuse, et il suit à pied, grande silhouette et calvitie passant difficilement inaperçues, le corbillard. **L'abbé lance (sur Radio-Luxembourg) le 1er février son deuxième et célèbre appel**, radiophonique, pour préserver les sans-logis de la vague de froid (ex. : - 15 ° à Paris, - 30° en Alsace, le port de Dunkerque est bloqué par la « banquise », Perpignan par un mètre de neige).

« Mes amis, au secours ! Une femme vient de mourir, gelée, cette nuit à trois heures, sur le trottoir du boulevard Sébastopol, serrant sur elle le papier au moyen duquel, avant-hier, on l'avait expulsée. Chaque nuit ils sont plus de deux mille, recroquevillés sous le gel, dans la rue, sans toit, sans pain, plus d'un presque nu [...] » ².

Il déclenche un formidable élan de générosité et de solidarité, seuls détonnent dans la classe politique le PCF et le ministre de l'Intérieur, Léon Martinaud-Déplat (1899-1969), hostile à tout désordre, et qui est « prompt à voir dans l'abbé Pierre un dangereux agitateur » ³. L'enthousiasme de certaines donatrices provoque des entorses

¹ Maurice Lemaire (1895-1979) est l'infatigable ministre (RPF) des chantiers de reconstruction, menant à un train d'enfer le ministère et les entrepreneurs. Il est surnommé par les caricaturistes *Bigoudi* à cause de sa calvitie, totale, qu'il évoque lui-même avec autodérision dans les discours, en parlant de « grève des poils du cuir chevelu » ! Gino Tognolli, *Les Trente Glorieuses en Lorraine. 1945-1975*, Éditions Place Stanislas, 2010, 84 p., *passim*.

² Le brouillon, manuscrit, du texte est reproduit (photo) dans le livre de Lucie Coutaz, *40 ans avec l'abbé Pierre*, Centurion, 1988, 167 p. Le texte est souvent cité, incomplètement, les coupures concernant presque toujours l'expulsion de la victime. C'est ainsi que fait *Paris Match* (numéro n° 254).

³ Étienne Fouilloux, « Hiver 54 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 1990, pp. 107-108.

passagères, et cachées par l'association, au vœu de chasteté, entorses que l'abbé reconnaîtra clairement sur le tard. L'abbé Pierre est « une forêt de signes » (Roland Barthes), n'est-il pas un alibi pour la société (autre idée de R.Barthes dans *Mythologies*) ? Il incarne la Résistance, la bonté désintéressée, le christianisme dans une France où la religion populaire n'est pas encore vraiment amoindrie, la pauvreté, la nudité dans l'appel du 1er février et la souffrance quasi christiques : l'abbé est une silhouette en soutane élimée et pèlerine crasseuse « authentiques », jamais ridicules et désarmant tout anticléricalisme ; il est malade tout au long de sa vie : 22 mois d'hôpital, six opérations entre 1954 et 1958, la maladie de Parkinson à la fin de son existence. Il est remarquablement rassembleur, ce que les images de foules donatrices montrent bien. Toutefois, pour nos années 50, il faut noter que les nombreuses hospitalisations de l'abbé l'écartent de l'actualité après 1954, souligner les rapports ambigus avec **l'Église, qui impose comme nouvel animateur d'Emmaüs** le père franciscain Jacques (Jean Vreck) **et une tutelle judiciaire sur l'abbé à la fin des années 50.**

Le « problème du logement », mal traité par l'État, provoque la **naissance des « grands ensembles »**, expression qui n'a rien d'officiel ¹, ni de sens très précis et d'ailleurs le mot n'apparaît qu'en 1958 ². L'État décide de mettre en place une politique de construction à grande échelle, privilégiant pour des raisons financières l'habitat collectif et la reproduction de « modules » architecturaux. En 1957 le commissaire à l'urbanisation pour la région parisienne, Pierre Sudreau, met en place une commission d'études sur les **problèmes posés par la vie dans les grands ensembles** : « Vie dans les grands ensembles d'habitation ». En janvier 1960 se tient au siège de l'Unesco, inauguré deux ans auparavant ³, un colloque sur ces difficultés. L'oisiveté, l'ennui, l'abandon et la solitude des femmes dans les grands ensembles sont souvent soulignés par les sociologues, avec un léger décalage chronologique : **le terme de « sarcellite » apparaîtra en 1963** dans les colonnes de *France-Soir*. **La « grisaille » de la vie dans les grands ensembles est montrée par certaines émissions de TV, comme le numéro de Cinq Colonnes à la Une du 2 décembre 1960**, sous la direction de Pierre Tchernia.

1 Cf. Thibaut Tellier, *Le temps des HLM 1945-1975. La saga urbaine des Trente Glorieuses*, Autrement, 2007, 219 p., Michèle Huguët, *Les femmes dans les grands ensembles. De la représentation à la mise en scène*, CNRS, 1971, 295 p., Annie Fourcaut et Thibault Tellier, « La sarcellite ou pourquoi les femmes s'ennuient dans les grands ensembles », dans Collectif, *L'ennui. Histoire d'un état d'âme (XIXe-XXe siècle)*, Publications de la Sorbonne, 2012, 317 p., pp. 275-288. Et bien sûr la thèse de Jean Bastié, *La Croissance de la banlieue parisienne*, PUF, 1964, 624 p.

2 Michèle Huguët, *Les femmes dans les grands ensembles*, *op. cit.*, p. 34.

3 Inauguration soulignée par l'émission de deux timbres-poste (la création de l'Unesco n'avait provoqué qu'un seul timbre, en 1946).

b) Inégalités sociales et inégalités géographiques

Les inégalités sociales des années 50 sont très visibles de notre point de vue du XXI^e siècle : il suffit de jeter un œil sur les photos pour pointer les différences d'habillement des hommes et des femmes, et même de relever l'opposition entre le béret et la casquette d'une part et le chapeau mou d'autre part, il suffit de feuilleter les pages de publicité des différents magazines pour repérer des niveaux de consommation. Pour les contemporains c'est encore plus aisé, ils peuvent utiliser les mêmes critères et quantité d'autres. Songeons qu'il y a dans le métro parisien deux classes, le wagon de première (rouge !) étant au milieu, précédé et suivi de deux wagons de seconde, verts. Songeons que c'est seulement le 3 juin 1956 que la SNCF supprime la troisième classe des trains (avec des banquettes en bois pour la banlieue).

Les fameuses Trente Glorieuses sont loin alors de l'être pour tous : personnes âgées, travailleurs immigrés, handicapés physiques et mentaux connaissent, en particulier, des conditions de vie sociales et sanitaires toujours difficiles voire dramatiques. Pour ce qui concerne les aveugles elles sont très tôt, en 1951, bien documentées dans le film de Georges Lacombe *La nuit est mon royaume*, avec Jean Gabin dans le rôle du cheminot accidenté devenu un aveugle peu secouru par la SNCF et les pouvoirs publics (en dehors d'une médaille), Simone Valère dans celui de l'aveugle de naissance et Gérard Oury joue le méchant, bon voyant. Au bas de l'échelle sociale, des milliers de sans-abri, clochards, SDF, comme l'on ne dit pas encore ici non plus. Ainsi au début de l'hiver 1948, Pal Sarközy de Nagy-Bocsa, vingt ans, et beaucoup d'autres réfugiés d'Europe de l'Est ¹. Au contraire, il existe toujours une « haute société », pour laquelle la mode et la haute couture travaillent. La mode de l'après-guerre et des années 50 constitue d'abord une réaction au souvenir des années de l'Occupation et elle est en général une explosion de couleurs. Christian Dior (1905-1957), dont la maison est fondée en 1947, lance la mode sophistiquée du *New Look*. Les robes du soir à crinoline de Pierre Balmain (1914-1982) représentent un métrage très important de tissu, bon signe que la pénurie est terminée pour certains : elles sont lancées à partir de 1951 et connaissent le succès. Gabrielle *Coco* Chanel (1883-1971), qui fait son retour de guerre et d'exil en 1954, se situe en marge de la mode *New Look* et crée son style particulier, qui permet, ne lui en déplaise, une déclinaison en prêt-à-porter.

Les inégalités géographiques sont « découvertes » emblématiquement sous l'appellation antagoniste « **Paris et le désert français** », opposition très exagérée par un nostalgique de l'Action française, **Jean-François Gravier**, en 1947. Issu de la revue *Idées*,

¹ É.Karlin & P.Nivelle, *Les Sarkozy, une famille française*, Calmann-Lévy, 2006, 215 p., p. 19.

qui groupait des auteurs venus de l'Action française et vichystes « moyens » 1, il est employé au ministère de la Reconstruction et au Commissariat général au Plan entre 1950 et 1965. « À relire l'ouvrage de Gravier, on ne peut qu'être frappé par le fait que son argumentation se situe en effet sur le **terrain de la diatribe polémique** et non celui d'une recherche fondée sur des faits scientifiquement établis, un ton surprenant pour un universitaire. » 2 En 1972, il le réédita en ajoutant au titre... *en 1972*, et surtout en tenant largement compte des Trente Glorieuses finissantes, de leur décentralisation et du contexte politique post-soixanthuitard et « programme commun » ; il accentue aussi les colorations Action française (y compris dans la bibliographie !) et anti-*Front popu*. Les inégalités **départementales** ne s'accroissent-elles pas ? Le recensement de 1962 notera un 7^e département de plus d'un million d'habitants, la Seine-Maritime. Il y a toujours une **forte distance numérique entre l'agglomération parisienne et les deux agglomérations qui suivent, la lyonnaise et la marseillaise, grosse originalité française en Europe**. Face à cela l'État créera en 1964 les huit « métropoles d'équilibre », rapidement appelées « métropoles régionales ».

4°) Un régime politique très imparfait, mais pas « excès d'indignité », cf. Vincent Auriol

Le 21 novembre 1945, dans le gouvernement formé par le général de Gaulle, Vincent Auriol est nommé ministre d'État chargé des rapports avec l'Assemblée. Quelques jours après le départ du Général, il est élu **président de l'Assemblée constituante** (31 janvier 1946). En mars et avril, il organise plusieurs réunions de conciliation entre les composantes du tripartisme et propose en vain que le président de la République soit élu par un collège élargi. À nouveau **président de la deuxième Assemblée constituante** (14 juin 1946), il joue un **rôle essentiel dans l'élaboration du texte constitutionnel** de transaction qui est adopté par le référendum du 13 octobre 1946. Élu le 3 décembre 1946 **président de l'Assemblée nationale**, Vincent Auriol est, **le 16 janvier 1947, porté par le Congrès réuni à Versailles à la présidence de la République, et ce, dès le premier tour de scrutin, par 452 voix** (notamment celles des socialistes et des communistes) sur 883.

Tout au long de ses sept années de présidence, Vincent Auriol entend assumer ses responsabilités « scrupuleusement et complètement », en se faisant aider par un cabinet, peu nombreux et dirigé par l'ancien normalien et résistant Jacques Kosciusko-

1 Antonin Guyader, *La revue Idées 1941-1944. Des non-conformistes en Révolution nationale*, L'Harmattan, 2006, 357 p.

2 Jean-Paul Lacaze, *Les transformations des villes et les politiques publiques. 1945-2005*, Presses de l'École nationale des Ponts et Chaussées, 2006, 256 p., p. 154.

Morizet (1913-1994) ¹, et de nombreux conseillers informels et amicaux, comme Léon Blum (qu'il visite à Jouy-en-Josas), Monnet et de Lattre. C'est Monnet qui le convainc de modifier la politique allemande dure initialement suivie par la France, mais Auriol se plaint vers la fin de son septennat que la politique économique européenne soit faite par Monnet. La « magistrature morale » qu'il exerce, et qu'il définit dans son discours du 15 novembre 1951, lui prescrit de n'être « ni un président soliveau ni un président personnel », mais par son « pouvoir de conseil, d'avertissement, de conciliation », de veiller à « la volonté profonde et permanente du pays : défendre l'État, sa Constitution, ses institutions et en même temps les intérêts permanents de la France ». Il exerce ainsi dans les Conseils du gouvernement une influence active de conciliation et d'arbitrage et tente toujours de faire prévaloir l'intérêt collectif : le *Journal du septennat (1947-1953)*, dont la rédaction lui semble être un devoir de sa charge et le fonds 552 AP des Archives nationales l'attestent abondamment. Président de l'Union française, il entreprend dès le lendemain de son élection un voyage en Afrique noire et entretient d'étroites relations avec le sultan du Maroc et le bey de Tunis. Favorable à l'Alliance Atlantique, il n'hésite pas à dénoncer l'attitude des États-Unis, déclarant à leur propos dans son discours de Donzère-Mondragon (novembre 1951) qu'il est « plus facile de donner des leçons que des exemples ». D'une façon générale, le *Journal* montre bien l'intérêt qu'Auriol porte à la politique étrangère, la part de son temps qu'il y consacre, ce qui est permis par la constitution, sur ce point comme sur d'autres fidèle à la tradition de la IIIe République. Il se plaint parfois, et par écrit, de ne pas être informé au sujet de la politique étrangère ; le 3 octobre 1950, il envoie un long mémoire « sur la situation internationale » ². Avec le temps qui passe, Auriol mesure le décalage entre ses ambitions de départ et les apories du régime, son impatience grandit et il lui arrive souvent de lâcher des jurons devant ses interlocuteurs ³ ! D'autre part, la famille Auriol aura son image (au sens propre) très contrôlée, à la suite d'un accord avec la presse, survenu à la suite de l'énerverment présidentiel provoqué par les *paparazzi* de La Clusaz début janvier 1949.

En novembre 1954, il refuse de briguer un second septennat, ce qu'il a annoncé longtemps à l'avance. Dès lors, retiré à Muret, il ne sort de son silence qu'en de rares occasions. En mai 1958, il défend devant le groupe parlementaire socialiste la candidature à la présidence du Conseil du général de Gaulle, pourtant étrillé auparavant, mois après mois, dans son *Journal*, même s'il refuse de prendre un contact direct avec lui et décline ensuite le poste de vice-président du Conseil qu'il lui offre. Le

¹ Père de François Kosciusko-Morizet (1940-2015), Polytechnicien, maire de Sèvres (1995-2014) et conseiller général des Hauts-de-Seine (2006-2015), grand-père de Nathalie Kosciusko-Morizet.

² *Journal...*, pp. 705-719

³ On le sait car il enregistre au magnétophone certaines conversations dans son bureau à partir de 1949. L'appareil est photographié dans *Paris Match*, 21 janvier 1956, p. 53.

15 octobre 1958, dans une lettre adressée au secrétaire de la Fédération socialiste de la Haute-Garonne, il fait savoir que, condamnant l'orientation donnée par Guy Mollet à la SFIO, ni lui-même ni son épouse ne reprendront leurs cartes d'adhérents. À partir du printemps 1960, il dénonce la dérive du régime gaulliste « vers un système de pouvoir personnel et autoritaire en opposition avec les règles et principes essentiels de la démocratie », selon les termes de sa lettre adressée le 25 mai 1960 au président du Conseil constitutionnel, par laquelle il déclare renoncer au siège dont, comme ancien président de la République, il dispose de droit et à vie au sein de ce Conseil. En octobre 1962, il s'élève vigoureusement contre le référendum, qu'il qualifie d' « acte de pouvoir absolu, contraire à la Constitution ». Vincent Auriol désormais ne rompt plus le silence et se retire dans sa propriété de Bormes-les-Mimosas, où il se fracture deux fois le col du fémur et est sauvé d'un incendie de forêt par le cinéaste-alpiniste Marcel Ichac (1906-1994). Il meurt à Paris, le 1er janvier 1966. 1

Vincent Auriol, *Journal du Septennat. 1947-1954*, Édité par P.Nora, Armand Colin, 7 vol. prévus, incomplet, 1970-1980, dernier volume (1950) chez Tallandier, 2004, 796 p., réédition des 7 vol. en Cédérom. Vincent Auriol, *Mon Septennat, 1947-1954. Notes de Journal présentées par Pierre Nora et Jacques Ozouf*, Gallimard, 1970, 606 p. Édition abrégée du *Journal*.

1 Notice de Jean-Paul Brunet, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p. ; Éric Ghebal, *Vincent Auriol. Le président citoyen. 1884-1966*, Grasset, 1998, 398 p ; Gilles Morin, « Vincent Auriol, un grand élu socialiste », dans *Les élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, sous la dir. de G.Le Béguec & D.Peschanski, CNRS Éditions, 2000, 460 p., pp. 145-160 ; G.Bossuat, « Jean Monnet. La mesure d'une influence », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 68-84 ; témoignage de Marcel Ichac à l'auteur. Michelle Auriol est décédée en 1979.

Conclusion générale

Pardonnez mon plan chèvre, chou, chèvre-chou ! Mais n'est-il pas opérant ? et l'ambiguïté profonde des années 50 ressemble à celle de la Belle Époque. Une autre ressemblance, ce sont les continuités, entre IIIe et IVe République, et même entre Vichy et les années 50. Encore une : la nostalgie, si licite finalement...

Le texte complet de cette conférence sera mis en consultation libre sur HAL, le portail du CNRS. Taper « Dominique Lejeune » ou le titre de la conférence.

Idem pour *Années 50. France Janus, en Noir & Blanc ou en Couleurs ?*, ouvrage de 1 140 pages, mis en ligne le 13 avril 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01504693>

Bibliographie

- É. Alary, G. Gauvin & B. Vergez-Chaignon, *Les Français au quotidien. 1939-1949*, Perrin, 2006, réédition, coll. « Tempus », 2009 [disponible en *e-book*]
- Hubert Bonin, *Histoire économique de la France de 1880 à nos jours*, Masson, 1988
- livre collectif critique *Une autre histoire des Trente Glorieuses*, La Découverte, 2013
 - Bernard Chambaz & Paul Almasy *Les Vingt Glorieuses* (Seuil, 2007).
 - Jean-Louis Clade, *La vie des paysans francs-comtois dans les années 50*, Horvath, 1988, 184 p.
- Dominique Lejeune, *La France des Trente Glorieuses, 1945-1974*, Armand Colin, 2015, collection « Coursus », 192 p.
 - **D. Lejeune, *Années 50. France Janus, en Noir & Blanc ou en Couleurs ?*, ouvrage non publié de 1 140 pages, mis en ligne le 13 avril 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01504693>**
- Armelle Oger, *C'était comme ça en France... : 1945-1975, les Trente Glorieuses*, Gründ, 2013, 240 p.
- Maurice Parodi & alii, *L'économie et la société françaises au second XXe siècle*, Armand Colin, 2 vol., 1994-1998
- Rémy Pawin, *Histoire du bonheur en France depuis 1945*, Robert Laffont, 2013
- Jean-François Sirinelli, *Les baby-boomers. Une génération, 1945-1969*, Fayard, 2003, réédition, Pluriel, 2007 [disponible en *e-book*]
- Jean-François Sirinelli, *Les vingt décisives, 1965-1985* (Fayard, 2007, réédition, Pluriel, 2012, 324 p. [disponible en *e-book*])